LE BOLCHEVIK

Trimestriel
Février 2026

N° 242
1 €

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Municipales sur fond de chasse aux sorcières

La gauche doit changer de cap !

25 février – La situation a changé dramatiquement au détriment de la gauche à la suite de l'affaire Deranque (voir notre déclaration en page 15). Bien que la montée de l'extrême droite et l'isolement de la gauche ne datent pas d'hier, un cap est franchi avec ce nouveau lynchage politique de LFI, classée « extrême gauche » par le ministère de l'Intérieur. Il s'agit d'établir un « cordon sanitaire » allant du PS au RN lors des municipales et au-delà.

Wauquiez, le cacique de LR en Auvergne-Rhône-Alpes, a fait suspendre un énorme portrait du fasciste Deranque au siège de la région, pendant que sa camarade Martine Vassal, candidate à Marseille, scandait « *Travail, famille, patrie* », le mot d'ordre du régime de Vichy. 2 000 à 3 000 fascistes ont pu parader tranquillement le 21 février à Lyon.

Le message devrait être clair pour les militants LFI : la bourgeoisie est prête à tous les coups bas pour paver la voie à l'extrême droite et empêcher Mélenchon de se faire élire l'année prochaine. Il n'y aura pas de « révolution citoyenne par les urnes ». L'interdiction de LFI, et d'une partie de l'extrême gauche, devient même une possibilité palpable. Tout piquet de grève risque bientôt de se voir accusé d'« ultra-violence » et de « terrorisme ». Lecornu a annoncé le 19 février que le projet de loi Yadan criminalisant l'antisionisme passera au parlement dès le mois d'avril, ce qui pourrait mettre hors-la-loi la plupart de l'extrême gauche.

Il faut défendre LFI et le mouvement ouvrier tout entier !

La gauche trotskyste souligne à juste titre combien la campagne de la bourgeoisie, en faisant le portrait de LFI comme organisation violente et dangereuse, est mensongère et faussée. Mais ce n'est pas une querelle de faits pour prouver que la violence vient des fascistes et des flics. Ce que cela montre surtout, c'est à quel point le rapport de forces a basculé du côté de la réaction.

Nous sommes tous d'accord qu'il faut se serrer les coudes en défense de LFI, et qu'il faut défendre intelligemment nos meetings, nos locaux, nos manifestations contre les provocations qui risquent de se multiplier. Il faut faire front commun pour défendre ensemble nos militants

---

Le monde à un tournant

U.S. Strategic Command ; Yasuyoshi Chiba / AFP ; Brendan Smialowski / AFP

Le président Donald Trump (en haut). Jakarta (Indonésie), 25 août 2025 : Manifestation réprimée demandant la dissolution du parlement (au centre). À gauche : Le porte-avions américain Gerald Ford est passé des opérations contre le Venezuela dans les Caraïbes à la Méditerranée, dans le cadre des menaces militaires américaines contre l'Iran.

Cet article a été publié originellement le 13 novembre 2025 comme supplément de Spartacist.

Où va le monde ? Vivons-nous « *une chaîne mondiale de mouvements de masse, d'insurrections, de soulèvements et de révolutions* », comme l'affirme l'Internationale communiste révolutionnaire (ICR) ? Ou bien « *Trump et ses satrapes arrogants font du pays de Lincoln celui d'un aspirant Führer* », comme le croit le Parti de l'égalité socialiste ? Peut-être un peu des deux, et « *dans les mois à venir, nous pourrions assister à un processus combiné de guerres, de révolutions et de contre-révolutions qui pourrait ouvrir une **situation mondiale prérévolutionnaire, voire révolutionnaire*** » (Courant communiste révolutionnaire international). Si les trotskystes ont des opinions divergentes sur où vont les choses, ils ne sont pas les seuls. On trouve de tous côtés des commentaires sur « la montée du fascisme », « l'effondrement du dollar », « les bulles boursières », « la révolution de l'IA » et « la guerre mondiale ». Il n'y a pas d'image cohérente et tout cela donne le tournis.

Si la confusion est si grande, c'est parce que le monde approche rapidement un ***tournant*** décisif et, comme le calme avant la tempête, les signaux se contredisent. Mais la question demeure : où va-t-on ? Pour y répondre en marxistes, nous ne pouvons pas nous contenter de sauter d'un titre de journal à l'autre ou de consulter les derniers sondages d'opinion. Il faut comprendre la dynamique interne des événements mondiaux et distinguer les courants dominants des contre-courants secondaires. Cette méthode n'exclut pas les erreurs ou les événements imprévus, mais elle offre le seul moyen d'éviter de se laisser emporter par l'impressionnisme.

La Ligue communiste internationale pense que nous sommes à l'aube d'une ***période réactionnaire*** d'offensive capitaliste où les conditions de vie des travailleurs seront attaquées à une échelle sans précédent depuis des décennies. Cela ne veut pas dire que ce sera une bataille à sens unique et que nous devons

Suite page 10

L'impérialisme américain a encore frappé

Défendez le Venezuela ! Relâchez Maduro !

Nous publions ci-dessous une déclaration de Spartacist *datée du 3 janvier.*

Les États-Unis ont lancé une opération militaire de grande envergure contre le Venezuela. Ils ont bombardé de multiples sites militaires et civils clés et sont parvenus, selon le va-t-en-guerre en chef Donald Trump, à capturer le président vénézuélien Nicolás Maduro et sa femme, Cilia Flores.

Les États-Unis avaient depuis des mois accumulé des troupes et du matériel militaire dans les Caraïbes avec un objectif avoué : renverser le gouvernement vénézuélien et le remplacer par une marionnette pro-américaine, afin de piller les vastes ressources pétrolières du pays et de réaffirmer la mainmise des États-Unis sur toute l'Amérique latine.

Les travailleurs et les peuples opprimés du monde entier doivent clairement choisir leur camp : ***avec le Venezuela contre l'agression impérialiste américaine ! Relâchez tout de suite Maduro !***

Le peuple vénézuélien doit résister à l'agression impérialiste états-unienne par tous les moyens nécessaires. On peut penser ce qu'on veut du régime Maduro mais son renversement par les États-Unis est une attaque contre tous les travailleurs et paysans d'Amérique latine et de l'ensemble du Sud global.

Appeler à une intervention de l'ONU et au respect du « droit international » est une perte de temps inutile. Cette agression n'est que la première étape d'une offensive plus large visant à écraser toute résistance à la domination américaine sur le continent. ***Ce qu'il faut, c'est un front contre les États-Unis dans toute l'Amérique latine,*** y compris une aide militaire d'urgence au Venezuela. La République populaire de Chine a une responsabilité particulière à cet égard et pourrait jouer un rôle majeur en fournissant des armes et en exerçant une énorme pression économique sur les États-Unis.

La classe ouvrière internationale, y compris les travailleurs américains, peut et doit se joindre à la résistance contre les plans américains. ***Manifestez, faites grève partout où c'est possible contre l'impérialisme américain et ses complices !*** Tout coup porté aux intérêts des États-Unis apporterait à la résistance vénézuélienne une aide dont elle a bien besoin.

Cette dernière agression montre une fois de plus que le principal responsable du chaos et de la guerre à l'échelle internationale est l'impérialisme américain. Alors que les missiles états-uniens pleuvent sur Caracas, ceux qui pensent que la Chine et la Russie représentent la même menace que les États-Unis doivent se réveiller. L'unité des travailleurs et des peuples opprimés ne peut se construire qu'en opposition à leur principal ennemi : l'impérialisme américain hégémonique. ***Tous avec le Venezuela ! À bas l'impérialisme américain !*** ■

---

respectifs, pourchassés par les patrons et leurs tribunaux, en brisant les concurrences de chapelle entre syndicats et les barrières sectaires entre organisations d'extrême gauche (voir notre article sur la Poste en page 5).

Le républicanisme radical de gauche des mélenchonistes suffit à la bourgeoisie pour qu'elle voie rouge. Mais en essayant de concilier les intérêts des travailleurs et des opprimés avec ceux de l'impérialisme français, ce républicanisme radical a contribué depuis des années aux défaites dans les grandes batailles de la classe ouvrière française. Y compris face à la chasse aux sorcières dont elle est victime, LFI est dans l'incapacité de se défendre efficacement car elle cherche constamment à se réinsérer dans l'« arc républicain », à reconstituer l'unité au moins pour le deuxième tour des municipales avec les sionistes du PS et des verts, etc.

C'est pour cela que nous insistons sur la nécessité d'un bloc ***ouvrier*** anti-RN en ***rupture*** politique avec le mélenchonisme, et c'est pourquoi dans les municipales nous appelons à voter LO, NPA-R et RP là où elles se présentent, tout en reconnaissant que leurs campagnes ne sont pas à la hauteur des enjeux. Malheureusement ils font à nouveau des campagnes séparées, et par endroits en concurrence.

LO, NPA-R, RP doivent ouvrir les yeux

Il faut évidemment une défense commune de LFI et de nos organisations face à la vague réactionnaire. Mais surtout pour les trotskystes, il faut changer de cap en prenant en compte l'état de faiblesse actuel du mouvement ouvrier et le contexte ***défensif*** dans lequel nous nous retrouvons.

Le défi pour les organisations trotskystes, c'est de réajuster leur tactique, à commencer par leur campagne électorale, pour répondre à la situation actuelle. Malheureusement elles se limitent, à ce stade, à reconnaître que la situation n'est pas bonne sans pour autant modifier leur approche mais tout en s'attendant à un résultat différent cette fois-ci.

Lutte ouvrière ne cesse d'avertir que la guerre approche sans pour autant donner la moindre perspective sur ce qu'il faut faire maintenant (ni quand la guerre éclatera). Prêcher les vertus du socialisme de l'avenir, comme le fait LO, ce n'est pas cela qui permettra de ressouder l'avant-garde à une classe ouvrière préoccupée par sa propre survie dans un contexte écrasant.

Les travailleurs se tournent de plus en plus vers l'extrême droite parce que l'extrême gauche n'a pas réussi à présenter une alternative crédible ni au RN ni aux républicains de gauche. Dans la mesure où le NPA-R et RP ont une espérance pour changer le rapport de force, c'est en se lançant une fois de plus dans de nouveaux « bloquons tout » comme en septembre dernier. Mais ce que ce dernier mouvement a montré c'est que la classe ouvrière ne voit pas en ce moment l'intérêt de se lancer dans un mouvement reconductible qui ne promet qu'une défaite, encore une. Il a montré aussi le gouffre qui sépare l'extrême gauche du gros de la classe ouvrière. Ni le NPA-R ni RP n'ont fait un bilan sérieux du « septembre rouge » qui a fait pschitt.

Il faut arrêter d'espérer un grand « mouvement d'ensemble », couronné si possible par une « grève générale », qui pourrait soudainement remettre à zéro les compteurs et effacer d'un trait la succession des défaites qui a pavé la voie à la montée de la réaction. Il ne viendra pas de nulle part, il faut en préparer les conditions par un travail à la fois patient et tenace en commençant à construire une opposition syndicale en rupture claire avec l'opportunisme dans la perspective de remplacer les bureaucrates. Faute de cela, faire quarante prières déclamant que « la force des travailleurs c'est la grève » ne contribue pas à crédibiliser RP ou le NPA-R auprès des travailleurs !

La tâche du moment pour les militants d'extrême gauche est de montrer à la classe ouvrière dans ses luttes quotidiennes partielles qu'ils sont mieux à même de défendre ses intérêts que les bureaucrates syndicaux et les mélenchonistes fidèles au « partenariat social » avec la bourgeoisie.

Cela exige une perspective révolutionnaire claire afin de surmonter les divisions syndicales, sexuelles, ethniques, religieuses et raciales qui minent l'unité de la classe ouvrière. Il faut rompre avec les opportunistes à la tête des syndicats et avec leurs amis politiques du PCF ou de LFI. Il faut arrêter de traiter de fachos les ouvriers qui votent RN par dépit des trahisons de la gauche, et chercher à combattre politiquement l'influence de l'extrême droite en montrant à ces travailleurs qu'il est dans leur propre intérêt de se mobiliser activement pour défendre tous les opprimés, notamment les musulmans.

Face à la réaction, voici quelques axes pour orienter les luttes :

- Défense de LFI et du mouvement ouvrier !
- Repousser chaque attaque ! Défendre chaque acquis ! Caisses de grève ! Piquets de grève ! Comités de grève !
- Ça suffit la concurrence entre les syndicats ! Pour défendre nos intérêts, il faut l'unité des travailleurs !
- À bas les interdits islamophobes contre le foulard à l'école et au travail !
- À bas la multiplicité des statuts ! Embauche de tous les précaires et sous-traitants au statut !

C'est avec une telle démarche que l'extrême gauche pourra regagner la confiance des travailleurs et que la classe ouvrière sera en mesure de repasser à l'offensive quand le vent tournera. ■

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : V. Piett
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP, 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Défense du Venezuela ! Libérez Maduro !

Un nouveau test d'anti-impérialisme pour les trotskystes

La LTF a publié le tract suivant le 10 janvier.

La réaction de l'extrême gauche française face à l'attaque américaine contre le Venezuela repose à brûle-pourpoint la question de la stratégie anti-impérialiste. Visant à renforcer son hégémonie dans le monde, l'impérialisme américain a pris le contrôle du Venezuela et kidnappé le président Maduro pour mettre la main sur la richesse pétrolière du pays et mettre au pas tous les régimes de la région en prévision de la guerre contre la Chine. La réponse devrait aller de soi pour les marxistes : les travailleurs et les opprimés du monde entier ont un camp, du côté du Venezuela contre l'impérialisme américain et ses complices, et pour la libération de Maduro.

Ce n'est pas la ligne d'action mise en avant par LO et le NPA-R. Ces organisations ont dénoncé l'agression impérialiste mais ont refusé d'appeler à la libération de Maduro : « *Non à l'agression impérialiste pour faire main basse sur les richesses du Venezuela !* » (éditorial du 5 janvier du NPA-R) et « *Raid au Venezuela : l'impérialisme américain étend la guerre* » (édito du 5 janvier de LO). Le problème de ces slogans, c'est qu'ils permettent de nager avec le courant du pacifisme pro-impérialiste, avec la bureaucratie syndicale, les mélenchonistes et le PCF. LO et le NPA-R refusent de poser clairement devant les travailleurs la tâche urgente du moment : la défense de la souveraineté nationale du Venezuela face à l'empire américain et ses laquais, comme Macron et la bourgeoisie française.

Ils peuvent toujours critiquer les appels à l'ONU diffusés par Mélenchon, le PCF et les bureaucrates syndicaux, mais ces critiques font l'effet d'un coup d'épée dans l'eau tant qu'on évite de prendre la défense inconditionnelle d'un pays opprimé au moment même où il est dépouillé de toute souveraineté par son oppresseur depuis plus d'un siècle. En dépit de ses appels au « droit international », c'est en fait Mélenchon qui paraissait à l'aile gauche du courant pacifiste lors du rassemblement d'urgence du 3 janvier à Paris parce qu'il appelait à la libération de Maduro – ce qui a provoqué l'hystérie de la droite, du PS etc.

Si LO et le NPA-R ont refusé d'appeler sans ambiguïté à la défense du Venezuela et à la libération de Maduro, c'est parce qu'ils craignent par-dessus tout de capituler devant le nationalisme tiers-mondiste en l'opposant de façon abstraite à un « internationalisme prolétarien » qui fait fi de l'oppression nationale. Dans le cas du NPA-R, il craint aussi de semer la division au sein du mouvement – ce qui n'a pas empêché la division entre partisans et opposants au slogan de la libération de Maduro.

Le résultat concret a été de laisser à Mélenchon le terrain libre pour atteler au char de l'impérialisme français les justes aspirations à s'opposer à ce nouveau crime impérialiste. Le véritable internationalisme prolétarien contre l'impérialisme français consiste à lutter pied à pied contre l'influence de ses agents républicains de gauche sur le mouvement ouvrier et les opprimés.

Comme l'expliquait l'Internationale communiste (thèses additionnelles sur la question coloniale, IIe Congrès) :

> « La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même. »

La manière d'opposer au chavisme l'internationalisme prolétarien, ce n'est pas de se mettre à dénoncer Maduro alors qu'il est au cachot dans une geôle new-yorkaise, ni de faire des déclarations abstraites pour la révolution socialiste (article du NPA-R paru le 7 janvier), mais en montrant aux masses des pays opprimés que les communistes sont les combattants les plus conséquents pour la libération nationale dans le Sud global. Pour cela, il faut certes dénoncer chaque vacillation et chaque trahison des nationalistes bourgeois, ***dans le cadre d'un programme d'action prolétarien*** pour chasser les impérialistes.

Les gouvernements de gauche qui se disent anti-impérialistes en Amérique latine, comme Sheinbaum au Mexique, Lula au Brésil, Petro en Colombie, font de grandes déclarations dans le style de Mélenchon, mais le Venezuela a besoin d'actes. Il faut s'attaquer aux impérialistes là où ça fait mal : en nationalisant leurs biens dans ces pays, en répudiant la dette, en armant les travailleurs et les paysans. Pour ces pays en ligne de mire, c'est une question de vie ou de mort. Il faut un ***front unique anti-impérialiste de toute l'Amérique latine***. C'est ainsi qu'on pourra avancer vers les ***États-Unis soviétiques d'Amérique latine***. Mais ces dirigeants bourgeois n'ont toujours rien fait jusqu'à présent, et ils ne vont rien faire parce que cela voudrait dire une confrontation avec l'impérialisme américain. Pour remporter une telle bataille, il faudrait mobiliser tout le peuple travailleur, ce qui mettrait en question leur propre règne.

Les révolutionnaires en France ont un rôle à jouer, d'abord en mettant en avant une telle ligne anti-impérialiste qui choquerait même le *chavista* Mélenchon. Il est possible de mobiliser les travailleurs ***ici même*** en montrant qu'en se battant contre les impérialistes américains ils se battent ***contre leur propre impérialisme***, car celui-ci s'accroche avec l'énergie du désespoir à sa petite place dans l'ordre impérial américain. De penser que c'est une diversion de la lutte contre l'impérialisme français, comme le voient LO ou le NPA-R, c'est laisser la question entre les mains des mélenchonistes et des chauvins du PCF, qui défendent la souveraineté de la France sur ses colonies.

Depuis août dernier l'impérialisme français est directement impliqué dans l'étranglement du Venezuela, ayant envoyé des renforts militaires en Guadeloupe sous prétexte de lutte contre le narcotrafic vénézuélien. Toute stratégie anti-impérialiste en France doit commencer par la lutte pour l'indépendance des colonies, et il y en a plusieurs dans la région : ***Indépendance immédiate pour la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane !*** Ce serait un grave coup porté à l'impérialisme français ; d'un côté cela desserrerait un peu l'étau impérialiste sur le Venezuela, Cuba et Haïti, de l'autre cela mettrait les travailleurs ici même en meilleure position pour riposter à leur propre classe exploiteuse.

La Chine doit résister aux États-Unis !

Tant LO que le NPA-R ont cru devoir insérer dans leurs premières déclarations une condamnation spéciale de la Chine. L'éditorial de Nathalie Arthaud du 5 janvier se termine ainsi :

> « Aujourd'hui, les évènements se précipitent parce que la guerre économique entre les géants que sont les États-Unis et la Chine est plus féroce que jamais. L'impérialisme américain se fait plus cynique, plus cupide, plus agressif. L'aboutissement ne peut être que la guerre généralisée.
>
> « Trump pour rester le maître du monde et Poutine ou Xi Jinping pour défendre leur pré-carré n'ont pas de limites. Ils sont capables de détruire l'humanité. Ils ne s'arrêteront que sous la pression de leurs peuples, quand ils en seront à craindre les travailleurs, quand ils auront peur que ces derniers les renversent, eux et leur système capitaliste qui est à la base de l'impérialisme. »

C'est fondamentalement tirer un trait d'égalité entre la Chine et les États-Unis, à l'instant même où les États-Unis montraient spectaculairement à quel point ce sont eux qui dominent le monde entier et qu'ils sont prêts à tout pour que cela reste ainsi. Cette nouvelle agression, et nous n'avons pas manqué de le souligner dans notre toute première déclaration du 3 janvier [ci-contre], montre ô combien que ce n'est ni la Chine ni la Russie qui font la police dans le monde entier, renversant à leur guise des gouvernements, mais les États-Unis.

Le Venezuela était un allié régional important de la Chine, destinataire de plus de la moitié du brut vénézuélien. Si la Chine était impérialiste et en train de contester la domination américaine, comme le pensent beaucoup de groupes d'extrême gauche, elle n'aurait pas manqué de se mobiliser en défense de son « *pré-carré* », n'est-ce pas ? Quand le Kaiser allemand avait simplement envoyé un cuirassé dans le port d'Agadir en 1911, la France avait tout de suite réagi et la Première Guerre mondiale avait été à deux doigts d'éclater. Mais qu'est-ce que la Chine a fait face à la provocation américaine ? Absolument rien. Tout comme elle n'a rien fait pour l'Iran. Ni pour la Palestine ou le Liban.

Comment l'expliquer ? Tout simplement parce que ce n'est pas un pays impérialiste mais un État ouvrier déformé dirigé par des staliniens qui cherchent à tout prix à maintenir une coexistence pacifique avec l'impérialisme. La Chine a connu un énorme développement économique dirigé par l'État dans le cadre de la mondialisation postsoviétique dominée par les États-Unis. Le

Chine : Défendez le Venezuela ! Résistez aux États-Unis !

L'article ci-dessous a été publié originellement le 9 janvier comme supplément de Spartacist.

La brutale agression impérialiste de Trump contre le Venezuela est un coup de massue, non seulement pour les masses d'Amérique latine et du Sud global mais aussi pour la République populaire de Chine. Les pirates américains s'emparent des dépôts de pétrole destinés principalement à la Chine et exigent de chasser les conseillers chinois, russes, cubains et iraniens du Venezuela. Et quelle est la réponse du Parti communiste de Chine (PCC) ? Rien d'autre que des discours sur le « droit international » et des promesses de maintenir leurs liens économiques – tout comme ils n'ont rien fait pour empêcher le génocide de Gaza.

Plus le PCC agit comme un tigre de papier, plus cela encourage les déprédations des États-Unis qui tentent de requinquer leur hégémonie chancelante. Le renversement de Maduro sert de tremplin aux plans des États-Unis pour couler la révolution cubaine et forcer l'Iran et les autres régimes récalcitrants à se soumettre. Tout cela afin de préparer le terrain pour affronter directement la République populaire.

Les paroles creuses des BRICS+ sermonnant Trump montrent une fois de plus leur prostration devant les États-Unis. Ce qu'il faut au contraire, c'est un front unique anti-impérialiste basé sur les travailleurs et les peuples opprimés du monde entier. Le peuple chinois n'a pas obtenu sa libération grâce à des résolutions des Nations unies ou à des négociations « gagnant-gagnant », mais grâce à une lutte acharnée contre l'impérialisme. La Chine a aujourd'hui la puissance pour diriger un tel combat. Mais ses dirigeants s'y opposent parce qu'ils adhèrent à toutes les institutions faillies de l'ordre mondial libéral moribond. Il est grand temps de changer de cap !

- La Chine a utilisé sa puissance économique pour faire échec aux droits de douane de Trump. Aujourd'hui, si elle empêchait les terres rares d'atteindre les côtes américaines, elle pourrait forcer Trump à libérer Maduro, et le faire réfléchir à deux fois avant son prochain saccage.
- La Chine dispose de milliers de milliards de dollars en réserves de change. Elle devrait en envoyer un paquet à Cuba, ainsi que des ingénieurs pour aider à reconstruire ses infrastructures.
- La Chine a développé une puissance militaire considérable pour défendre la Chine continentale contre l'agression japonaise et américaine. Tant mieux ! Maintenant il faut s'en servir pour résister aux impérialistes dans les Caraïbes et le golfe Persique ! Ce ne serait pas un geste « impérialiste » mais un moyen de protéger le monde contre les véritables impérialistes.

Marcelo Garcia / Palacio de Miraflores via Reuters

Nicolás Maduro et le représentant spécial du gouvernement chinois pour les affaires latino-américaines, Qiu Xiaoqi, à Caracas le 2 janvier, la veille de l'attaque américaine.

On dit beaucoup d'âneries en Chine sur le fait que l'humiliation de Maduro montrerait comment l'APL pourrait fondre sur Taiwan et s'emparer du président Lai Ching-te. Cette fanfaronnade n'est qu'un moyen de sauver la face après la capitulation totale de la Chine. En réalité, la victoire rapide des États-Unis au Venezuela renforcera l'encerclement américain de la Chine, notamment au sujet de Taiwan.

Voici la meilleure façon de défendre la République populaire : la Chine doit mener une lutte anti-impérialiste qui pourrait gagner le cœur et l'esprit de milliards de personnes dans le Sud global et encourager les travailleurs américains et japonais à riposter aux impérialistes dans leur propre pays. La clé de cette stratégie réside dans le prolétariat chinois. Grâce à son rôle central dans la production mondiale, la mobilisation de cette force pourrait stopper net les profits des impérialistes et changer toute la dynamique réactionnaire qu'ils imposent au monde. ***PCC : Arrêtez les courbettes ! Combattez l'impérialisme !*** ■

---

régime chinois continue de s'accrocher en vain à ce modèle agonisant.

Cela fait quatre-vingts ans que les États-Unis dominent le monde ; ce sont eux qui viennent de superviser le génocide à Gaza, d'attaquer l'Iran, et maintenant le Venezuela. Si on n'est pas capable de reconnaître que ce sont les États-Unis et leurs suppôts impérialistes occidentaux et du Japon qui sont les principaux ennemis des travailleurs dans le monde, on sera incapable de mettre en avant une véritable ligne prolétarienne anti-impérialiste.

Tout le monde, notamment LO, est au courant que Trump prépare la guerre contre la Chine. On peut discuter le caractère de classe de l'État chinois (voir notre analyse parue dans *Spartacist* n° 47, « Ni impérialiste, ni capitaliste – La nature de classe de la Chine »), mais l'important, ce sont les conclusions programmatiques et les tâches qu'on en tire. Il y a quelques mois encore LO insistait à juste titre, notamment vis-à-vis du NPA-R, que dans ce conflit le devoir des révolutionnaires internationalistes serait de prendre le côté de la Chine. LO est-elle en train de renoncer à cette prise de position ? Dans les dizaines de pages consacrées au congrès annuel de LO dans le dernier numéro de *Lutte de classe*, la défense de la Chine est complètement évacuée alors même que LO ne cesse de répéter en boucle qu'on s'achemine « vers la guerre ».

On peut constater qu'au contraire LO insiste sur la question suivante, sans y apporter de réponse : « *La Chine est-elle ou non impérialiste ? Cette question a fait l'objet de nombreuses discussions parmi nous.* » Quant au NPA-R, s'il essaie d'habitude de ne pas prendre de position tranchée, il est de plus en plus explicite que la Chine est à ses yeux impérialiste. Il a souligné dans son éditorial du 5 janvier :

> « Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de Maduro, qui était leur allié et au "respect du droit international", eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump : Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine, et Xi Jinping organise des opérations navales de grande ampleur menaçant Taïwan, dans le cadre de prétentions tout aussi impérialistes que les États-Unis. »

Tout est faux dans cette analyse. Si Poutine a bien envahi l'Ukraine, le NPA-R omet ici de dire que c'était en réaction à l'expansionnisme de l'OTAN et de l'UE, c'est-à-dire nos propres impérialistes. Quant à Taiwan, elle est bel et bien chinoise, devenue le refuge de la bourgeoisie après la révolution de 1949, un protectorat américain. Qu'est-ce que cela a à voir avec le Venezuela ?

Ce qu'il faut reprocher à Xi Jinping, c'est au contraire de ne rien faire pour contrecarrer le terrorisme étatique états-unien, alors qu'il dispose d'énormes moyens économiques (le contrôle des terres rares notamment) et militaires ! La Chine doit envoyer des armes au Venezuela, à Cuba et aux autres pays de la région menacés et leur apporter une aide économique massive ! La politique à courte vue des staliniens de Beijing est suicidaire du point de vue des acquis de la révolution de 1949. Visant à préserver envers et contre tout le statu quo du « socialisme dans un seul pays » dans le cadre de la mondialisation libérale, ils ne font que renforcer la domination américaine et ainsi faciliter les préparatifs de guerre impérialistes contre la Chine elle-même.

On voit au cas du Venezuela que l'erreur d'analyse du NPA-R sur le caractère de la Chine est un facteur le conduisant à des prises de position erronées sur des questions vitales de la lutte contre les déprédations impérialistes du moment. Pour que la gauche trotskyste française soit en mesure de faire face aux énormes défis de cette nouvelle période et d'armer politiquement les travailleurs contre la montée de l'extrême droite ici même, il faut de toute urgence qu'elle change de cap ! ***Défense du Venezuela ! Libérez Maduro ! Front unique anti-impérialiste ! Indépendance des colonies françaises !*** ■

SNCF : Grève victorieuse au technicentre des Ardoines

Les cheminots du technicentre des Ardoines, sur la ligne du RER C en Région parisienne, ont remporté le 18 février une victoire, partielle mais réelle, après trois jours de grève contre l'imposition du travail de nuit le dimanche soir. Celle-ci n'a pu être empêchée mais les compensations financières sont de l'ordre de 130 euros par mois, et quatre embauches ont été obtenues, bien qu'en intérim. Les grévistes ont repris le travail en ayant le sentiment d'avoir fait plier la direction. Pour que cette victoire ne soit pas une exception éphémère à l'interminable succession de défaites que nous avons subies, il faut que les bonnes leçons soient tirées de cette grève, centralement que l'organisation syndicale des travailleurs ressorte renforcée et non affaiblie.

Le seul syndicat représentatif aujourd'hui aux Ardoines est la CGT. La passivité complète de ses dirigeants face à l'attaque patronale a donné l'occasion à SUD-Rail d'organiser une réunion le 12 février, à laquelle ont assisté plusieurs dizaines de cheminots furieux d'apprendre que la direction prévoyait cette réorganisation sans la moindre compensation financière. La réunion de SUD a permis de transformer cette profonde colère en décision de « poser le sac » le dimanche 15, sans attendre de déposer au préalable une D2I (obligation préalable de se déclarer en grève 48 heures à l'avance, remontant à une loi antigrève des années Sarkozy).

Le modèle proposé était celui d'une grève victorieuse au technicentre de Châtillon, mais qui s'était produite au sommet de la mobilisation de 2023 contre la réforme des retraites, donc dans un contexte très différent de celui d'aujourd'hui marqué par trois années de défaites, de démoralisation et de privatisation à la SNCF. Il est important de comprendre ce changement de situation pour éviter de tomber dans un aventurisme inconsidéré.

Mais en l'occurrence la colère était telle que la grève a bien démarré dans la nuit du 15 avec plusieurs dizaines de collègues qui posaient le sac. Dès le lendemain les équipes suivantes poursuivaient la grève ; de nouveaux travailleurs déposaient des D2I pour se mettre en grève dans les 48 heures et des AG se tenaient au moins une fois par jour, réunissant physiquement une quarantaine de cheminots, ce qui a permis aux militants de contrer le sabotage pur et simple des représentants syndicaux CGT.

Ceux-ci ont boycotté la grève jusqu'à ce que les grévistes les prennent par le collet lundi matin pour négocier avec des patrons refusant de parler avec les grévistes. Les bureaucrates ont alors déposé un préavis… pour le dimanche suivant ! Les travailleurs ont à juste titre refusé ces appels déguisés à reprendre le travail, que les bureaucrates ont réitérés jour après jour en mettant en garde contre les sanctions et en gonflant les concessions annoncées peu à peu par le patron.

La solidarité des cheminots a permis de tenir sur ces trois jours et de faire reculer la direction. Cette détermination remarquable des travailleurs se heurtait à de nombreux obstacles. Le départ de la grève sans préparatifs signifiait l'absence d'une caisse de grève qui aurait permis aux grévistes d'envisager sereinement de tenir beaucoup plus longtemps pour étendre la grève et arracher des concessions plus substantielles.

Grosso modo les travailleurs étaient partis alors que leur direction officielle, l'appareil de la CGT, se plaçait ouvertement du côté du patron ! Il a même dissimulé aux travailleurs le fait que la CGT de Versailles, à l'autre bout de la ligne C du RER, avait exprimé sa solidarité avec la grève aux Ardoines, menaçant d'entrer en action également. D'où l'importance de lutter pour un comité de grève qui aurait facilité aux travailleurs la lutte contre le cassage des bureaucrates.

Après trois jours de lutte la direction avait commencé à faire des concessions réelles dans les négociations, auxquelles prenaient part aussi des travailleurs délégués par l'AG pour contrôler l'action des délégués de la CGT. Si d'un côté de nouveaux travailleurs commençaient à se joindre à la grève, certains partis le premier jour commençaient à tirer la langue face aux sanctions financières et aux menaces croissantes des patrons, et le nombre de collègues votant en AG d'accepter l'accord était en nette augmentation. Après une nouvelle négociation où les grévistes ont arraché le retrait des sanctions disciplinaires, les travailleurs votaient mercredi soir la reprise ordonnée du travail, plutôt que de voir la grève commencer à s'effilocher et finir en défaite. La plupart pensaient que c'était une victoire, seule une petite couche de travailleurs désirant poursuivre la grève.

Les conditions n'étaient probablement pas réunies pour aller plus loin cette fois-ci. Mais il faut tirer les leçons pour être prêts au prochain round de bataille, que la direction est sans doute dès maintenant déjà en train de préparer. La clé c'est de maintenir l'unité. Il faut partir de ce qui va renforcer les cheminots pour les luttes à venir. Cela doit passer par le renforcement de nos syndicats, c'est-à-dire que les grévistes tirent la conclusion qu'il faut s'organiser en se syndiquant, que ce soit à SUD-Rail ou la CGT.

Il est clair que, si la CGT veut éviter la déconsidération totale et d'être purement et simplement supplantée par SUD, elle doit tendre la main aux grévistes qui se sont tournés vers les militants déjà encartés à SUD en mettant en place un fonctionnement démocratique, y compris avec l'indispensable élection d'une nouvelle direction reflétant le rôle de chacun dans la lutte. Et pour les militants s'orientant vers SUD, ils doivent garder en tête que la division entre syndicats est utile uniquement à la direction. Il faut lancer une vaste campagne de syndicalisation, qui sera d'autant plus réussie que les syndicats annonceront dès maintenant une caisse de grève et l'intégration aux revendications de l'embauche immédiate des précaires et l'égalisation des statuts au plus haut niveau. La clé pour l'unité syndicale et pour renforcer notre classe, c'est de lutter pour de nouvelles directions à la tête de nos organisations. ■

Offensive antisyndicale à la Poste

Le 6 février au matin se tenait un rassemblement devant le siège régional de la Poste à Paris en soutien à Paul, militant de SUD-PTT dans le 15e arrondissement de Paris et candidat de Révolution permanente (RP) aux municipales. Il a été traîné en commission disciplinaire pour avoir tenu des « propos irrespectueux » envers son management, en fait pour avoir « défendu le droit d'expression syndicale ». Son crime ? Lutter pour ses collègues en amont d'une réorganisation qui va dégrader les conditions de travail en supprimant de nombreux emplois dans son bureau de poste. Résultat : 7 jours de mise à pied !

Alex, représentant de proximité (RPX) de SUD-PTT dans le 17e arrondissement de Paris et militant du NPA-R est passé lui aussi en commission disciplinaire le 19 février. Son crime ? Avoir lutté lui aussi contre la dégradation des conditions de travail, les réorganisations, les suppressions d'emplois et contre l'exposition à l'amiante qui a fait l'objet d'une grève le 15 octobre dernier. Résultat : un mois de mise à pied !

Gaël Quirante, syndicaliste SUD et dirigeant du NPA-R, avait quant à lui comparu au tribunal de Paris le 12 juin dernier pour « dégradations » et « violences », à la suite de quoi il a pris six mois de prison avec sursis, alors que la vidéosurveillance prouve la fausseté des accusations. Quatre de ses camarades, dont Yann Le Merrer, ont été condamnés à des amendes. Leur crime ? Avoir mené dans le 92, ***il y a plus de dix ans***, une grève combative pour l'embauche en CDI de travailleurs précaires. Les 5 du 92 attendent toujours la date de leur jugement en appel, le tribunal les maintenant en haleine.

Au colis comme chez les facteurs, la précarisation s'accélère ; les travailleurs intérimaires et sous-traitants, appartenant souvent aux minorités issues de l'immigration, endurent les pires conditions de travail. La différence des statuts est utilisée par les capitalistes pour généraliser par étapes chaque dégradation à l'ensemble des collègues. ***Il faut lutter contre le cancer de la multiplicité des statuts !***

Et ce ne sont que quelques-uns des cas de répression antisyndicale en cours à la Poste ! Le comité SUD-PTT de soutien aux 5 du 92 a annoncé une action pour le 20 juin. Il faut commencer à mobiliser dès maintenant pour préparer une action d'ampleur ce jour-là en bloquant des pans entiers de l'activité postale et en cherchant à impliquer des travailleurs d'autres secteurs. C'est seulement ainsi que l'on pourra faire reculer les patrons. Toute lutte qui unifie les travailleurs face aux patrons, comme celles menées par Paul, Alex, Gaël et tant d'autres, est un pas en avant dans cette direction. ***Levée des inculpations contre Gaël et les 5 du 92 ! Réintégration de Gaël et Yann à la Poste ! Bas les pattes devant Paul, Alex et tant d'autres !*** ■

CD DS **Comité de Défense sociale**

CDDS, BP 10236, 75464 Paris Cedex 10
Tél. : 01 42 08 01 49
Mail : cdds-france@hotmail.fr

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

Le Rojava en danger

Il faut une autre stratégie !

L'article ci-dessous a été publié originellement le 26 janvier comme supplément de Spartacist.

Le gouvernement d'Ahmed Al-Charaa a lancé une offensive meurtrière contre les Kurdes du Rojava pour prendre le contrôle des frontières de la Syrie. Les forces armées syriennes ont repris aux Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes de vastes territoires dans le Nord-Est du pays, et les zones restantes ont subi de violentes attaques. Bien que les FDS aient riposté, l'équilibre des forces a basculé de manière décisive en faveur de la République arabe syrienne (RAS), qui est maintenant dans les bonnes grâces de Washington. Un cessez-le-feu extrêmement fragile a été négocié, mais la reprise de l'offensive n'est qu'une question de temps.

L'Occident « pro-démocratie » a abandonné toute prétention de solidarité, et la décision l'année dernière du dirigeant kurde Öcalan de désarmer et de poursuivre le « processus de paix » avec la RAS menace désormais l'existence même du Rojava. Les Kurdes sont seuls. Il faut une nouvelle stratégie pour défendre le Rojava et l'autodétermination kurde, une stratégie qui puisse surmonter les divisions communautaires attisées par l'impérialisme et rallier des masses plus larges aux côtés des Kurdes, contre Al-Charaa, Israël et les États-Unis.

Pas de libération avec les impérialistes

Le soulèvement démocratique national au Rojava qui a commencé en 2012 était potentiellement un phare pour la libération nationale et le progrès social dans toute l'Asie occidentale. Mais ce potentiel a été rapidement compromis quand la direction des FDS a remis le sort de la lutte de libération kurde entre les mains des impérialistes. Comme nous l'avions expliqué (voir « Seul l'anti-impérialisme peut unir les peuples de Syrie », *Le Bolchévik* n° 238, février 2025), c'était une chose d'accepter l'aide des États-Unis face à une menace d'extermination lors du siège de Kobané par Daech en 2014. Mais c'en était une autre de sceller une alliance en bonne et due forme avec les États-Unis pour mener une offensive conjointe contre des zones en majorité arabes comme celle de Rakka. Les forces kurdes ont occupé ces régions et mené une répression féroce et une politique anti-arabe tout en faisant la garde des champs pétrolifères et des prisonniers pour le compte des États-Unis. Résultat, les Kurdes ont fini par être considérés comme des agents de l'impérialisme américain dans la région. Cela a attisé un peu plus l'hostilité à l'égard des Kurdes, aggravé les divisions nationales et contribué à isoler les Kurdes par rapport aux Arabes et aux autres peuples qui avaient également souffert sous Assad et Daech.

Shwan Mohammed / AFP

11 juillet 2025 : Des combattantes du Parti des travailleurs du Kurdistan déposent les armes lors d'une cérémonie à Suleimaniyé, dans la région autonome du Kurdistan en Irak.

Avec l'effondrement du régime d'Assad, les États-Unis ont jugé plus opportun de travailler directement avec Al-Charaa pour défendre leurs intérêts dans la région. Thomas Barrack, envoyé américain auprès de la RAS, a fait remarquer que le rôle des FDS était « largement révolu » en raison de l'évolution de la situation en Syrie et de la lutte contre Daech. Et hop, les impérialistes ont abandonné les FDS, et avec elles la révolution démocratique menée par les femmes et les mouvements populaires du Rojava. On explique maintenant aux Kurdes qu'ils ont « une occasion historique » de s'intégrer à l'État syrien avec des « droits démocratiques », sous un gouvernement islamiste qui vient de massacrer les minorités druze et alaouite.

La principale leçon à tirer de l'expérience de la dernière décennie – et du siècle dernier –, c'est qu'il ne faut ***jamais*** dépendre des impérialistes pour sa libération nationale. Ils trahiront à la minute où ils trouveront un meilleur auxiliaire pour atteindre leurs objectifs. Si toute la région, en particulier le Kurdistan, est aujourd'hui déchirée, c'est précisément à cause des tactiques impérialistes de diviser pour régner, qui maintiennent les populations d'Asie occidentale en conflit les unes avec les autres au lieu qu'elles s'unissent contre l'impérialisme.

Une stratégie révolutionnaire aurait cherché à unir les masses en défendant les droits démocratiques des minorités religieuses et nationales contre le régime d'Assad ainsi que contre les États-Unis et leurs alliés. C'est toujours ce qu'il faut, et de toute urgence. Les résultats de la stratégie des FDS sont évidents pour tout le monde : le Rojava est isolé, ses alliés occidentaux ont disparu et les tribus arabes qui combattaient auparavant Daech aux côtés des FDS abandonnent désormais les Kurdes pour se rallier à Al-Charaa. Alors que les forces de la RAS reprennent des villes à majorité arabe comme Tabka et Rakka, les populations qui considéraient les FDS comme leurs oppresseurs se réjouissent. C'est cette stratégie qui a préparé le terrain pour la défaite actuelle.

Öcalan : Le désarmement est synonyme de catastrophe

Ahmed Al-Charaa a pris le pouvoir fin janvier 2025, et un mois plus tard Öcalan appelait tous les groupes kurdes à déposer les armes et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à se dissoudre. Peu après les FDS acceptaient de s'intégrer à l'armée syrienne. Cette décision a été prise sous la pression d'un isolement croissant par rapport aux États-Unis, qui ne voyaient plus la nécessité de soutenir des milices kurdes et cherchaient à offrir à Erdoğan en Türkiye une victoire sur le terrain national. La capitulation d'Öcalan était la conséquence logique du fait que la lutte était menée selon les termes fixés par les impérialistes. Comme nous l'écrivions alors, le désarmement était « *une trahison absolue du mouvement de libération kurde* » qui « *signifiera la mort des combattants kurdes* » (« Öcalan, Rojava : Non à la trahison ! », *Workers Vanguard* n° 1184, 3 avril 2025).

Les acquis du Rojava résultent de la lutte démocratique et armée de dizaines de milliers de combattants héroïques, en particulier de femmes, pour l'autodétermination. Ces combattants ont apporté une sécurité et une existence nationale que les Kurdes n'avaient jamais connues sous Assad. Une année de gouvernement Al-Charaa a prouvé sans le moindre doute que la RAS ne tolérera aucun droit national pour les Kurdes et les autres minorités. Il faut défendre le Rojava ! Öcalan continue pourtant de penser que la solution réside dans « *le dialogue, les négociations et une sagesse partagée* ». Cela promet le désastre.

C'est une bonne chose que les FDS soient déterminées à se battre. Mais pour sauver le Rojava, elles doivent lutter différemment : arrêter de désarmer et refuser de se liquider dans l'armée syrienne. Il est crucial de rompre immédiatement avec les forces du sionisme et de l'impérialisme américain ! La seule façon pour les Kurdes de briser leur isolement et de gagner la confiance des Arabes sunnites, c'est de démontrer qu'ils sont les meilleurs combattants contre Israël et les États-Unis. C'est également ainsi qu'ils pourront saper la popularité d'Al-Charaa, qui cherche à consolider son pouvoir en s'attirant les bonnes grâces des génocidaires de Gaza. Il ne peut y avoir de progrès tant que les régimes de la région continuent leur politique conciliatrice envers le sionisme, cancer de l'Asie occidentale. La libération du Kurdistan ne peut aller de l'avant qu'avec la libération de la Palestine !

Seul l'anti-impérialisme peut libérer les femmes

Pour beaucoup, le Rojava est synonyme de libération des femmes. Mais

Suite page 14

Brisez le blocus ! Faites un don pour Cuba !

La révolution cubaine est en grand danger. Après l'attaque américaine contre le Venezuela et l'enlèvement de son président, Trump veut imposer un « changement de régime » à Cuba en renforçant l'embargo, notamment en imposant des droits de douane à tout pays ayant des échanges pétroliers avec Cuba. La situation est critique. Les coupures d'électricité dans l'île durent 12 heures ou plus chaque jour. La pénurie de nourriture et de médicaments s'aggrave. Les services publics sont paralysés, des transports en commun à la collecte des ordures. L'essence est pratiquement introuvable tandis que les vols à destination et en provenance de l'île sont pour la plupart suspendus en raison du manque de carburant.

Pour résister à l'assaut américain, Cuba a besoin de toute urgence d'une aide matérielle massive. La classe ouvrière internationale doit ***agir sans attendre pour briser le blocus !*** Si les dirigeants américains parviennent à asservir Cuba en l'affamant, cela renforcera leur position vis-à-vis des travailleurs et des opprimés du monde entier, y compris aux États-Unis mêmes. Ce sont ces forces qui doivent se mobiliser à l'échelle internationale, en particulier par le biais de leurs syndicats, pour fournir une aide d'urgence sous forme de nourriture, de médicaments, de panneaux solaires, de générateurs et autres. Une telle solidarité internationale renforcera la position des travailleurs partout dans le monde.

Pour aider à briser le blocus, le Partisan Defence Committee (fraternellement lié au Comité de défense sociale en France) a lancé une campagne de collecte de fonds pour fournir une aide matérielle à Cuba. Nous encourageons les travailleurs et les socialistes à faire des dons généreux et à se battre pour que leur syndicat et autres organisations fassent de même. La véritable solidarité ne se traduit pas par des lettres de protestation inefficaces, pleines de vœux pieux et d'appels creux à « l'ordre international ». Elle consiste à ***agir*** pour aider concrètement Cuba et son peuple !

Tous les fonds collectés seront consacrés à l'aide matérielle et nous allons travailler en collaboration avec d'autres forces dans le mouvement ouvrier et anti-impérialiste qui mènent également campagne pour apporter de l'aide à Cuba. Le PDC ne déduira aucun frais administratif ou autre, bien que les plateformes de paiement tierces telles que PayPal puissent déduire leurs propres frais. ***Faites un don dès maintenant ! Aidez à défendre Cuba contre l'impérialisme américain !*** ■

FAITES UN DON POUR DE L'AIDE MATÉRIELLE D'URGENCE

Aidez-nous à atteindre notre objectif. Nous collectons des fonds pour fournir une aide matérielle d'urgence. Chaque don compte.

NE PAS INDIQUER « CUBA » DANS LES COMMENTAIRES ACCOMPAGNANT LES DONS.

PARTISAN DEFENCE COMMITTEE
AN INJURY TO ONE IS AN INJURY TO ALL!

Doublez les livraisons de pétrole à Cuba !

Déclaration du 31 janvier de nos camarades du Grupo Espartaquista de México.

Trump a annoncé jeudi dernier des droits de douane supplémentaires s'appliquant à tout pays livrant du pétrole à Cuba ; il a déployé un porte-avions et des navires de guerre au Nord de l'île tout en fanfaronnant que Cuba « *ne pourra pas survivre* ». La victoire de la Révolution cubaine en 1959, et l'État ouvrier qui en est issu, a toujours été un affront pour les impérialistes, à quelques encablures des côtes américaines, et Trump est déterminé à en finir avec elle. La menace des droits de douane vise en particulier le Mexique qui, après l'invasion du Venezuela par les États-Unis, est devenu pratiquement le seul fournisseur de pétrole brut à Cuba. Si l'on ne s'oppose pas à cette attaque, la démoralisation gagnera les masses laborieuses latino-américaines, qui historiquement voient en Cuba un phare de la lutte anti-impérialiste, et Trump progressera dans son objectif d'asservir toute la région. Il faut résister. ***À bas le blocus ! Yankees, hors de Cuba et de toute l'Amérique latine !***

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a déclaré que les décisions de Trump pourraient provoquer une crise humanitaire à Cuba, car elles « *affecteraient directement les hôpitaux, l'alimentation et autres services vitaux pour le peuple cubain* ». C'est certain ! Le Mexique doit défier le blocus et envoyer d'urgence davantage même de pétrole à Cuba. Mais le gouvernement mexicain a pris la décision rien moins que « souveraine » de suspendre les livraisons de pétrole et de chercher une solution diplomatique au conflit, essayant ainsi de ménager les impérialistes et les élites mexicaines. Cuba n'a pas de temps à perdre en manœuvres futiles. La décision de Sheinbaum représente une trahison et une condamnation à mort pour le peuple cubain.

Beaucoup de gens pensent que la présidente fait ce qu'elle peut dans les circonstances présentes, et qu'elle fait passer en premier l'intérêt du Mexique. Mais il devrait être clair aujourd'hui que Trump n'est pas intéressé par la diplomatie et la négociation, mais qu'il veut une soumission totale. Reculer pour gagner du temps et pouvoir reprendre le combat n'est pas une capitulation, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici. En réalité, le gouvernement mexicain a fini par céder à Trump en tout point, ce qui ne peut conduire qu'à une soumission accrue. Regardez ce qui s'est passé au Venezuela ! Le Mexique n'est pas totalement sans défense. Il peut exploiter à son avantage l'étroite imbrication des économies américaine et mexicaine – par exemple en mettant à l'arrêt les chaînes logistiques de l'industrie américaine ou en confisquant les actifs impérialistes ici si les menaces continuent. Mais pour ce faire, il faut mobiliser les travailleurs contre le racket de Trump et ne pas céder aux diktats impérialistes.

Alors même que Trump a déclaré à plusieurs reprises qu'après le Venezuela, les prochains sur la liste étaient Cuba, la Colombie et le Mexique, Claudia Sheinbaum a essayé de nous vendre l'idée qu'une attaque militaire contre notre pays serait impossible. C'est une illusion mortelle. La défense de Cuba n'est pas une question de solidarité abstraite, elle est vitale pour notre propre défense. La même force qui étouffe Cuba étrangle économiquement le Mexique et provoque des milliers de licenciements dans les *maquiladoras* et l'industrie automobile, provoquant ainsi la ruine de villes entières. Les syndicats auront d'autant plus la force de se défendre contre ces attaques que le pays résistera aux impérialistes. Mais l'obstacle qui empêche de mobiliser la formidable puissance du prolétariat mexicain, ce sont les directions syndicales actuelles, qui ne sont jamais avares de belles paroles sur la souveraineté nationale et le soutien à Cuba, mais qui partagent la stratégie de Sheinbaum pour « défendre » le pays et n'ont pas levé le petit doigt. Les syndicats doivent prendre fait et cause pour la défense de Cuba ; en particulier, le syndicat des travailleurs du pétrole doit s'assurer que le pétrole soit bien livré. Aujourd'hui plus que jamais, il faut lutter. ***Pour un front unique anti-impérialiste en défense de Cuba et du Mexique !*** ■

Cuba assiégée

Témoignage

Nous publions ci-dessous un compte rendu d'un récent voyage à Cuba de deux camarades de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada, légèrement revu pour publication et traduit de l'anglais.

Nous étions dans l'Est de Cuba pendant la deuxième quinzaine de janvier. Il s'agissait d'un voyage prévu de longue date dans une région touristique côtière, essentiellement agricole, loin de La Havane et des autres grandes villes. Nous avons néanmoins pu discuter avec des Cubains, dont certains que nous avions déjà rencontrés, comparer la situation à celle de nos précédentes visites et suivre les médias cubains. Ce rapport aborde principalement les événements des dernières années dans l'île, notamment après l'attaque américaine contre le Venezuela et la forte augmentation des menaces qui pèsent depuis sur Cuba. Il doit être lu en complément de nos articles soulignant la nécessité d'une alliance anti-impérialiste internationale pour défendre Cuba et plus généralement l'Amérique latine. En résumé, le pays est confronté à la menace la plus grave depuis l'effondrement de l'Union soviétique, pire encore que la « période spéciale » du début des années 1990.

Le jour de notre arrivée, des rassemblements organisés par le gouvernement avaient lieu dans tout le pays contre l'impérialisme américain et pour rendre hommage aux membres des forces de sécurité cubaines tués lors de l'attaque américaine à Caracas. Le chef du Parti communiste de Cuba (PCC), Díaz-Canel, s'est adressé à des dizaines de milliers de manifestants à La Havane, qui scandaient « *À bas l'impérialisme ! Cuba vaincra !* ». À la fin du mois de janvier, Trump menaçait d'asphyxier l'île en imposant un blocus total sur les importations de pétrole. Si celles-ci venaient à être effectivement interrompues, Cuba ne disposerait apparemment que de trois semaines de réserves de carburant pour alimenter le pays.

Les BRICS et divers gouvernements « progressistes » d'Amérique latine ont émis des protestations inoffensives, se contentant de promettre un peu d'aide « humanitaire ». Ce qu'il faut de toute urgence, c'est une action internationale de la classe ouvrière pour défendre Cuba, notamment en exigeant que le Mexique et la Russie défient les États-Unis et livrent du pétrole au pays, et que la Chine fournisse une aide massive pour reconstruire les infrastructures en lambeaux du pays. Sans cela, Cuba se trouve en position de grande faiblesse, malgré les sentiments anti-impérialistes évidents dans une grande partie de la population.

L'économie

La cause principale de la crise économique et sociale est bien sûr l'embargo américain qui dure depuis des décennies, sous les démocrates comme sous les républicains, et que Trump a considérablement renforcé. Mais la situation est exacerbée par la bureaucratie du PCC, qui a investi une énorme proportion des maigres ressources du pays dans l'industrie touristique, dans l'espoir que les États-Unis changent de cap et autorisent un afflux de touristes américains. En résultat l'agriculture et les infrastructures manquent cruellement d'investissements, ce qui a conduit à la détérioration des conditions de vie des Cubains ordinaires.

Les inégalités sociales se sont considérablement accrues : ceux qui ont accès à des dollars sur le marché noir ou via des proches aux États-Unis sont dans une situation bien meilleure que la plupart des Cubains, qui ont du mal à joindre les deux bouts. De nombreuses personnes nous en ont parlé avec amertume. Parallèlement, l'industrie touristique elle-même s'est considérablement contractée depuis la pandémie. Là où nous logions, les seuls touristes étrangers venaient du Canada/Québec, avec quelques rares visiteurs de Russie et de Tchéquie. Les Européens de l'Ouest ne viennent généralement pas en raison de la politique américaine qui complique l'entrée sur le territoire américain à toute personne ayant voyagé à Cuba.

De plus, le régime du PCC réprime systématiquement la contestation sociale et les voix critiques, alimentant la colère et le cynisme à l'égard du « socialisme », en particulier chez les jeunes Cubains. La population a diminué de près de 25 % ces cinq dernières années, en partie à cause du faible taux de natalité, mais surtout parce que près de deux millions de personnes ont fui l'île dans l'espoir d'une vie meilleure ailleurs. Il s'agit de manière disproportionnée de jeunes en âge de travailler, ce qui impacte dramatiquement les retraites, les soins de santé etc. pour les personnes âgées. Selon les statistiques officielles, le PIB a chuté de 11 % depuis 2019. Et le niveau de référence de 2019 était déjà très bas.

Ramon Espinosa / AP

Des poubelles s'accumulaient dans les rues de La Havane déjà en janvier dernier, le ramassage des ordures s'étant effondré.

Pendant le trajet depuis l'aéroport, nous avons interrogé le chauffeur de bus sur les principaux problèmes auxquels sont confrontés les Cubains aujourd'hui. Sa réponse : la nourriture, les transports et les médicaments, qui sont tous de plus en plus difficiles à obtenir. La situation énergétique est mauvaise depuis de nombreuses années en raison de la détérioration des infrastructures, datant de l'ère soviétique, et de la forte baisse des importations de pétrole provenant de deux des principaux fournisseurs, le Venezuela et la Russie (le Mexique étant le troisième). Les importations en provenance du Venezuela ont complètement cessé tandis que la Russie et le Mexique ne semblent pas disposés à intervenir pour briser le blocus américain. Il y a un an, les coupures d'électricité quotidiennes de quatre heures étaient déjà courantes dans l'Est de Cuba, mais La Havane était largement épargnée. Aujourd'hui toute l'île subit des coupures d'environ 12 heures par jour, voire plus.

Le système de rationnement, qui auparavant fournissait un minimum de nourriture aux citoyens, a pratiquement disparu. Le riz, les haricots, le lait etc. ne sont pratiquement plus disponibles que dans les magasins en devises fortes, à des prix inabordables pour la plupart des gens. Il en va de même pour l'essence : l'ancien système qui accordait un bon mensuel pour acheter de l'essence à une heure précise est déliquescent et il faut désormais payer en devises fortes ou se tourner vers le marché noir. Les prix dans ce qui reste du système de transports publics ont grimpé en flèche et les gens doivent compter sur l'auto-stop ou les trajets avec des amis, parfois dans des charrettes tirées par des chevaux. Certains employés de l'hôtel où nous logions travaillaient par roulement de 24 heures, simplement parce qu'il est très difficile de rentrer à son domicile et d'en revenir.

Quant aux systèmes de santé et d'éducation, où Cuba avait fait d'énormes progrès dans les décennies qui avaient suivi la révolution, ils sont eux aussi dans un état désastreux.

Même les médicaments de base comme l'aspirine sont très difficiles à trouver. Les touristes canadiens et québécois emportent souvent des valises supplémentaires remplies de médicaments, de gants chirurgicaux, de couches, etc. pour les donner à leurs amis ou aux établissements de santé.

Nous avons discuté avec un employé d'hôtel en comparant les systèmes de santé à Cuba et au Canada ; nous lui avons dit que dans notre pays, il faut parfois attendre 6 à 8 heures pour voir un médecin dans un service d'urgence en raison du sous-financement et du manque de personnel. Il nous a répondu qu'à Cuba on peut consulter immédiatement un médecin (le nombre de médecins par patient reste très élevé), mais qu'il n'y a pas de médicaments, que les appareils de diagnostic sont tous en panne, etc. Les indicateurs de santé se détériorent et, comme le système de ramassage des ordures dans les villes s'est effondré, les moustiques pullulent, ce qui entraîne la propagation de maladies dangereuses comme la dengue et le chikungunya. L'éducation reste gratuite, y compris au niveau universitaire, mais les étudiants doivent désormais chercher un emploi pour survivre. C'était l'un des facteurs à l'origine des manifestations de l'été 2025 contre la flambée des tarifs de l'internet (voir ci-dessous).

La Chine et la Russie

Outre le pétrole vénézuélien, la Chine a été la principale bouée de sauvetage économique de Cuba ces dernières années, mais avec de nombreuses restrictions. La Russie s'est engagée au début de la décennie à investir 1 milliard de dollars, mais on n'en a guère vu la couleur. La Chine est alors arrivée dans le cadre du programme des nouvelles routes de la soie ; elle a notamment financé la construction d'environ 55 grandes fermes solaires dans tout le pays l'année dernière, dans le but déclaré de moderniser les infrastructures énergétiques et de réduire considérablement la dépendance vis-à-vis des importations de pétrole. Sur le chemin de l'aéroport, notre guide nous a montré l'une de ces immenses fermes solaires.

Le problème, c'est que l'entreprise chinoise concernée n'a pas fourni les batteries nécessaires au fonctionnement de cette technologie, dans l'attente du paiement par les autorités cubaines, qui n'ont tout simplement pas les moyens financiers nécessaires. Notre guide a commenté cette situation avec amertume, déclarant que « *les Chinois sont les plus grands capitalistes* ». Beijing a également fait pression sur Cuba pour qu'elle réduise les subventions accordées aux entreprises publiques non rentables et assouplisse les restrictions aux investissements étrangers et au secteur privé, ce que le régime du PCC a fait dans une certaine mesure.

Pour illustrer concrètement comment la Chine doit aider Cuba à reconstruire ses infrastructures, nous devons exiger la fourniture immédiate et urgente des batteries nécessaires aux fermes solaires, ainsi que du personnel technique chargé de les installer et de les entretenir. Nous devons également exiger la fourniture de batteries et de pièces de

Alamy

1961 : Des miliciens cubains fêtent la défaite de l'invasion américaine de Cuba à la baie des Cochons.

rechange pour les bus Yutong et autres véhicules, électriques ou non, qui sont courants à Cuba mais de plus en plus délabrés. Notre hôtel disposait de quatre petits véhicules électriques pour transporter les touristes et leurs bagages, mais un seul fonctionnait et sa batterie était en train de mourir. La situation est bien pire en dehors du secteur touristique.

Les protestations officielles de la Chine contre les États-Unis et la fourniture d'aide humanitaire, comme les 30 000 tonnes de riz expédiées à Cuba le mois dernier, sont loin d'être suffisantes. La Chine a les moyens de s'opposer à l'offensive mondiale de Washington : le fait qu'elle n'ait pas jusqu'à présent consacré d'importantes ressources à la protection de Cuba contre la campagne contre-révolutionnaire des États-Unis constitue une totale mise en accusation du régime du Parti communiste chinois.

Contestation et mécontentement social

Le PCC conserve manifestement un soutien, mais la préoccupation principale de la plupart des Cubains aujourd'hui est simplement de survivre. Un sympathisant d'origine latino-américaine qui se rend régulièrement à Cuba rapporte que ses amis, qui étaient autrefois des membres actifs du parti ou de son groupe de jeunesse UJC, sont de plus en plus désabusés et simplement vivotent. Tout cela est exacerbé par le changement générationnel à la tête du PCC.

Raúl Castro est toujours en vie (il a assisté à la manifestation du 16 janvier à La Havane), mais il a 94 ans. Les jeunes dirigeants comme Díaz-Canel n'ont pas l'autorité des vétérans de la révolution, qui ont pour la plupart quitté la scène. La politique de la bureaucratie est de plus en plus erratique : elle encourage les privatisations (le « modèle vietnamien ») puis les freine, elle multiplie les « réformes monétaires » désastreuses qui ont conduit à une redollarisation de facto d'une grande partie de l'économie, etc.

C'est ce qui explique la vague de mécontement social de ces quatre ou cinq dernières années. La première vague a eu lieu en juillet 2021, en pleine pandémie, lorsque des manifestants à travers tout le pays sont descendus dans la rue pour protester contre les confinements liés au covid et les pénuries de nourriture et de médicaments. Si certains étaient clairement animés par l'anticommunisme (les médias américains ont mis en avant les slogans « *À bas le communisme !* »), l'ampleur même des manifestations dans une trentaine de villes a montré qu'il ne s'agissait pas fondamentalement d'une révolte de droite orchestrée par les États-Unis, comme l'ont prétendu le gouvernement Díaz-Canel et certains groupes marxistes (par exemple, la Ligue pour la Quatrième Internationale).

On le voit encore mieux dans les vagues de protestations qui ont suivi, en 2024 dans les villes orientales de Bayamo et Santiago contre les pénuries alimentaires et les coupures d'électricité, ainsi que parmi les étudiants l'été dernier. Les manifestations étudiantes ont été déclenchées par une augmentation considérable des frais de connexion à l'internet imposée par le fournisseur de télécommunications public. Les associations étudiantes de la FEU (Fédération étudiante universitaire) ont dénoncé cette mesure, d'abord à La Havane, et les manifestations se sont rapidement étendues à tout le pays. Au moins un comité local de l'UJC s'est officiellement joint à la protestation.

À part la hausse des tarifs d'internet, les manifestants dénonçaient les inégalités croissantes consécutives à la réforme monétaire de 2020 et réclamaient « *une société inclusive pour tout le monde et pour le bien de tous* », slogan du héros national José Martí longtemps utilisé par le gouvernement cubain. Il est important de noter qu'ils dénonçaient également les tentatives de récupération de ces manifestations par des éléments contre-révolutionnaires pro-américains. Un rapport informatif publié sur le site web de l'Internationale communiste révolutionnaire le détaille (voir marxist.com, 13 juin 2025).

Les États-Unis tentent manifestement de susciter une révolte anticommuniste sur l'île dans le cadre de leur campagne visant à détruire la révolution. Le plus haut diplomate américain à La Havane parcourt le pays pour rencontrer des « représentants de l'Église » et d'autres dissidents, et le gouvernement Díaz-Canel a dénoncé à juste titre cette tentative de fomenter la contre-révolution. Cuba a aujourd'hui besoin en urgence de l'aide et de la solidarité internationales, et nous sommes du même côté que le régime cubain et ses forces armées contre l'impérialisme américain. Mais la défense de Cuba doit être liée à la lutte contre les abus bureaucratiques, la répression et la mauvaise gestion flagrante de l'économie qui ne font qu'alimenter la campagne contre-révolutionnaire.

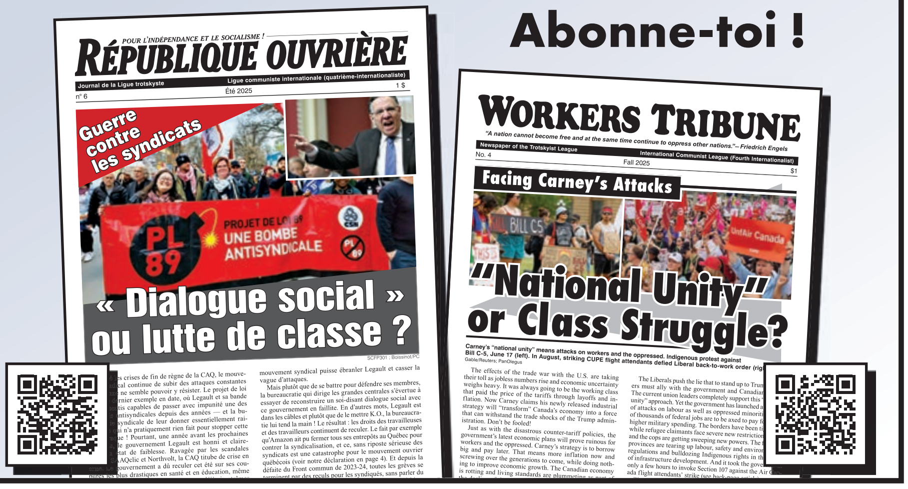
La gauche marxiste

Il est évidemment difficile pour les dissidents de gauche d'agir ouvertement à Cuba aujourd'hui. Un groupe qui tente de le faire est Comunistas Cuba, qui se réclame du trotskysme.

Son blog (comunistascuba.org), dont le slogan principal est « *Contre la restauration capitaliste à Cuba et pour la révolution mondiale* », est instructif et il mérite d'être lu.

En même temps, nous avons des divergences importantes avec ces camarades ; par exemple, ils pensent que Cuba a aujourd'hui un État capitaliste et ils ont une position similaire concernant la Chine. Il est crucial de lutter pour la clarté politique avec ces marxistes et d'autres, à Cuba et à l'étranger. D'une manière ou d'une autre, le pays se dirige vers des événements explosifs étant donné que l'impérialisme américain intensifie ses attaques barbares et que la faillite politique de la direction du PCC devient de plus en plus évidente. ■

Journaux de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada
Libération nationale et lutte anticapitaliste
Abonne-toi !



Tournant...

Suite de la page 1

simplement baisser les bras. Bien au contraire. Cela exige une détermination à toute épreuve, des actions défensives et une préparation sérieuse. Plus la résistance sera forte, plus vite la classe ouvrière pourra passer à l'offensive. Mais pour y arriver, les travailleurs avancés et le mouvement socialiste doivent avoir une compréhension correcte du rythme et de la direction des événements.

Malheureusement, comme le suggèrent les exemples ci-dessus, la plupart des militants de gauche ont une vision du monde totalement décalée de la réalité, notamment en ce qui concerne le sentiment dominant dans la classe ouvrière. La plupart de ces militants vont vers la gauche : ils font de l'agitation pour des grèves générales et des soulèvements alors même que le monde va à droite. Pour éviter un choc douloureux avec la réalité, les communistes doivent ôter leurs œillères partisanes, étudier la situation mondiale actuelle et en débattre ***sérieusement***.

PARTIE I : LES PRINCIPALES TENDANCES DE LA POLITIQUE MONDIALE

Pour comprendre la situation, il faut commencer par le haut. Le principal facteur imprimant sa marque sur la politique mondiale est le fossé croissant entre le rôle dominant que jouent les États-Unis sur la scène mondiale et leur puissance économique en déclin. La domination incontestée des États-Unis dans les années 1990 et 2000 garantissait un ordre mondial oppressif mais stable. Maintenant que la force centripète des États-Unis s'affaiblit, de plus en plus de conflits régionaux éclatent, l'économie mondiale vacille et les dirigeants américains déchirent les anciennes règles en tentant désespérément de maintenir leur position. C'est là qu'intervient Donald Trump.

Mais que veut donc Trump ?

Depuis un an, Trump bouleverse la politique mondiale, attaquant ses amis tout autant que ses ennemis. Mais ses actions ont-elles une logique ou sont-elles totalement incohérentes ? De nombreux commentateurs ont ruminé cette question. Le problème, c'est que c'est l'un et l'autre. Trump est un crétin qui n'a manifestement pas de plan cohérent, mais c'est un crétin ayant un fort instinct de classe. Il comprend que les États-Unis ont en réserve une énorme force brute et qu'ils doivent prendre des mesures drastiques pour enrayer leur déclin. Ainsi, comme tout bon magnat de l'immobilier, il recourt au chantage et à l'intimidation pour obtenir tous les avantages possibles. Il attaque, puis il observe la réaction. S'il pense qu'il a vu trop grand, il fait marche arrière. S'il sent une faiblesse, il en rajoute une couche. Cette approche est chaotique mais elle s'est avérée efficace pour obtenir des concessions de la part des pays dépendants du Sud global ainsi que des

Luis Tato / AFP

Madagascar, 13 octobre 2025 : L'une des nombreuses manifestations de la génération Z exigeant la démission du président Andry Rajoelina.

alliés des États-Unis. Mais elle s'est révélée inutile pour faire reculer la Russie et la Chine, qui ont toutes deux les moyens matériels pour résister aux menaces américaines.

Le problème de Trump est que, malgré toute la puissance de l'État américain, il ne peut pas remodeler l'économie mondiale à sa guise. Il ne peut pas non plus inverser des décennies de déclin économique relatif, du moins pas à court terme. Cela explique pourquoi tant de choses sont restées inchangées malgré les pitreries de Trump. Fondamentalement, ce sont des forces objectives, l'économie et le résultat des guerres, qui sont les principaux moteurs de l'histoire. À moins d'une guerre nucléaire, Trump ne peut rien faire pour empêcher la Russie de gagner la guerre en Ukraine. Il n'est pas non plus en mesure actuellement d'étouffer l'économie chinoise avec des droits de douane.

Bismarck a dit un jour : « *Un homme d'État ne peut rien créer lui-même. Il doit attendre et écouter jusqu'à ce qu'il entende les pas de Dieu résonner à travers les événements ; puis il doit se lever et saisir l'ourlet de son vêtement.* » Trump ne perd pas de temps à attendre ; il saisit le moindre fétu qui lui tombe sous la main. Mais de grands bouleversements se profilent, et au moment où titube l'histoire Trump sera à la tête de l'État le plus puissant du monde. À ce titre, le courant politique qu'il représente, le populisme de droite agressif d'une bourgeoisie impérialiste en déclin, jouera très probablement un rôle prépondérant dans la refonte de l'ordre mondial.

La Chine ne prend pas le contrôle du monde

Et la Chine ? Ne jouera-t-elle pas un rôle clé dans les chocs imminents qui vont secouer le système mondial ? La Chine, et son rôle international, est l'un des facteurs les plus importants mais les plus mal compris de la politique mondiale. La plupart des gens considèrent la Chine comme une superpuissance montante déterminée à supplanter les États-Unis. Certains pensent que cela conduira au progrès, d'autres sont horrifiés par cette perspective. Ils ont tous fondamentalement tort. S'il est vrai que l'essor économique et social de la Chine a été phénoménal et que le pays remet en cause la domination américaine dans toute une série de domaines, le Parti communiste de Chine (PCC) ***ne cherche pas*** à entrer en confrontation avec le système impérialiste américain. Il vit au contraire dans l'illusion qu'il peut continuer à se développer graduellement ***au sein*** de ce système hostile.

Il n'est pas nécessaire de faire une analyse complète de l'État chinois (voir « La nature de classe de la Chine », *Spartacist* n° 47, décembre 2024) pour se rendre compte que quelque chose ne colle pas dans l'histoire d'une Chine ascendante agressive. Si la Chine est le jeune et dynamique prétendant au trône de la domination mondiale, pourquoi est-ce les États-Unis et non la Chine qui font chanter et attaquent tous les pays de la planète ? Pourquoi la Chine n'a-t-elle pas construit une alliance pour affronter les États-Unis ? Pourquoi n'inonde-t-elle pas l'Iran, le Venezuela et la Palestine de systèmes d'armements modernes pour repousser l'agression impérialiste ? Non, au lieu de cela, le PCC continue de déblatérer sur la coopération gagnant-gagnant et la préservation de l'ordre multilatéral, alors que le principal garant de cet ordre, les États-Unis, est en train de le tailler en pièces.

Les défenseurs du PCC et les partisans des BRICS affirment souvent que la Chine fait preuve d'intelligence en ne défiant pas directement les États-Unis. Ils soutiennent que la Chine est en train de construire lentement mais sûrement les fondations d'un nouvel ordre économique multipolaire. Ce point de vue est erroné à deux égards. Premièrement, il nie l'existence d'un antagonisme fondamental entre le régime social chinois, établi par une ***révolution anticapitaliste***, et ***l'économie capitaliste*** mondiale. À long terme, les relations économiques capitalistes, tant nationales qu'internationales, ne favoriseront pas le « socialisme aux caractéristiques chinoises » du PCC, mais le saperont et le détruiront. La deuxième erreur consiste à penser que les États-Unis vont simplement creuser leur propre tombe, garantissant ainsi l'ascension de la Chine. Cela minimise le danger que représente un empire américain en déclin. Livrés à eux-mêmes, les États-Unis répandront la misère, le chaos et la guerre à une échelle incommensurable. La Chine ne peut s'en tenir à distance. Son propre développement, et celui de l'humanité, exigent qu'il soit mis fin le plus rapidement possible à l'empire américain.

Si l'on examine la situation mondiale avec un minimum d'objectivité, il est évident que la Chine joue un rôle ***conservateur*** et qu'elle se méfie des chocs et des conflits, tandis que les États-Unis sont le ***principal agent*** de perturbation et de désordre. Ce n'est pas ainsi que se comporte une puissance impérialiste ascendante ; c'est ainsi que se comportait un État ouvrier dirigé bureaucratiquement comme l'Union soviétique. Il ne fait aucun doute que la Chine jouera un rôle important dans la période de turbulences qui s'annonce sur la scène politique mondiale. Mais en raison de sa nature politique conservatrice, le PCC continuera à jouer les seconds rôles derrière Trump, réagissant aux événements au lieu de les modeler.

Révolutions de la génération Z ?

Pour la plupart de la gauche, la montée de la réaction est contrebalancée par une montée tout aussi importante des luttes populaires. L'ICR parle d'un « *septembre rouge* » et d'un « *tournant majeur dans la situation mondiale* ». L'optimisme de cette analyse repose en grande partie sur la vague de soulèvements dans le monde semi-colonial qu'on a baptisée « révolutions de la génération Z ». Ces derniers mois des pays comme le Népal, l'Indonésie, Madagascar, le Maroc, le Pérou et la Tanzanie ont tous connu des explosions de mécontentement.

Chaque mouvement avait sa propre dynamique politique. Mais ils ont tous été fondamentalement causés par la détérioration des conditions de vie des jeunes dans un monde où la mobilité sociale et le développement sont des perspectives lointaines. Dans le passé, l'ordre américain suscitait des illusions dans le progrès économique et démocratique tout en utilisant l'émigration et l'argent des ONG comme soupapes de sécurité. Tout cela est terminé. En l'absence d'une perspective d'avenir viable, l'explosion sociale devient le seul exutoire.

Les soulèvements récents ont fait l'objet d'une répression massive (Indonésie, Maroc, Pérou, etc.) et, dans le cas de Madagascar, le résultat est un nouveau régime dirigé par l'armée. Pour l'instant, aucun virage radical vers la gauche ne semble s'être produit dans ces pays. Et à l'échelle de la politique mondiale, les révolutions de la génération Z restent une ***sous-tendance*** qui n'a pas stoppé le glissement général vers la réaction impérialiste.

La raison principale en est que ces explosions populaires n'ont pas trouvé de véhicules politiques capables d'orienter leur énergie dans une direction progressiste. Dans l'ensemble, la gauche n'a pas été en mesure d'offrir une direction aux soulèvements de masse. Au Népal, le soulèvement était en fait dirigé ***contre*** les différents partis communistes qui ont gouverné le pays. Au Sri Lanka, le soulèvement populaire de

2022 a finalement porté au pouvoir une coalition dirigée par les communistes, mais celle-ci a déjà trahi les aspirations des masses en s'inclinant devant le FMI.

Les problèmes causés par le manque de direction dans ces soulèvements sont aggravés par le fait que la classe ouvrière organisée n'a pas joué un rôle majeur. En fait, malgré les explosions sociales en Asie, en Afrique et en Amérique latine, la classe ouvrière industrielle du Sud global, qui représente la majorité écrasante du prolétariat mondial, n'a pas encore montré de signes de combativité accrue. Cela est dû en grande partie à la détérioration des perspectives économiques des travailleurs d'industrie. Si le prolétariat montrait sa force dans des pays comme la Chine, le Mexique ou l'Indonésie, cela donnerait beaucoup plus de poids social à la lutte et pourrait changer radicalement la politique mondiale.

Ces observations ne minimisent en rien le ***potentiel révolutionnaire*** dans le Sud global, y compris dans des pays périphériques de l'économie mondiale. À mesure que le monde s'enfonce dans le chaos de l'empire américain en déclin, la pression sur ces pays va s'intensifier, nourrissant ce qui sera très probablement le courant révolutionnaire le plus important de la période à venir. Les soulèvements récents étaient largement spontanés et politiquement amorphes. Mais comme la répression et les solutions réformistes ne parviennent pas à contenir la colère populaire, les éléments les plus avancés en tireront des leçons.

C'est la tâche des marxistes d'accélérer ce processus en aidant les combattants révolutionnaires du Sud global à tirer les leçons des échecs passés et à se rassembler derrière une stratégie anti-impérialiste unifiée (voir « En défense de la révolution permanente », *Spartacist* n° 46, novembre 2023). Cela nécessite un travail sérieux, systématique et de long terme. Malheureusement, la pratique trop courante de la gauche révolutionnaire consiste à saluer un soulèvement populaire, appeler à la création d'une forme ou une autre de comités ouvriers indépendants, puis passer à autre chose dès que l'ouverture s'estompe. De telles méthodes répandent illusions et cynisme ; elles ne contribuent en rien à organiser la lutte révolutionnaire dans les pays du Sud global.

Le populisme de droite en Occident

Et l'Occident ? Sommes-nous au bord d'une dictature fasciste ou la révolution est-elle au coin de la rue ? Ni l'un ni l'autre, du moins pour l'instant. Là encore, il faut se défaire de l'impressionnisme hystérique et examiner les tendances politiques réelles. Partout en Occident, on voit le centre politique s'effondrer sous les coups d'une ***droite populiste montante***. La force de ce mouvement vient du fait qu'il est généralement la seule force politique s'opposant fermement au statu quo libéral des dernières décennies. En effet, la plupart des principales forces de gauche, bien que parfois radicales dans leur langage, sont pleinement dévouées à soutenir le centre contre la droite. Non seulement cela ne va pas arrêter la droite, cela condamne également la gauche à sombrer avec l'effondrement de tout l'édifice de la démocratie libérale.

Spartaco

Grande manifestation à Rome le 4 octobre 2025. Sur la banderole : « Chassons le gouvernement complice du génocide ! »

Les différents pays ne sont pas au même stade de ce processus. Aux États-Unis et en Italie, le populisme de droite est déjà au pouvoir. Cependant, sur le plan international et national, ces forces y sont toujours confrontées à l'opposition politique des débris de l'ère précédente, qui entravent leurs actions sans toutefois leur poser de véritable défi. En Grande-Bretagne, en France et en Allemagne, les gouvernements centristes de Starmer, Macron et Merz sont des coquilles vides, méprisées à droite et à gauche. Ils doivent recourir à des moyens de plus en plus répressifs et bureaucratiques pour maintenir leur position. Mais chacune de leurs manœuvres ne fait que rebuter davantage les masses et alimenter la montée de la réaction.

Il y a ensuite des pays comme le Canada, l'Australie et l'Irlande, qui pensent qu'ils résisteront aux vents trumpistes. Au Canada, les mesures économiques agressives des États-Unis ont temporairement renforcé le centre libéral. En Irlande et en Australie, l'espoir est répandu que ces nations insulaires resteront à l'écart des grands courants de la politique mondiale. Le problème est que ces pays sont tous fondamentalement dépendants des États-Unis sur le plan économique et militaire et, malgré leurs discours de défiance, leurs élites ***finiront bien*** par s'incliner. Les communistes ne peuvent pas se laisser bercer par un faux sentiment de sécurité. Ce n'est qu'une question de temps avant que le centre libéral ne s'effondre également dans ces pays.

… Et la montée de la gauche ?

Mais, et la gauche ? Bon nombre des pays mentionnés ci-dessus ont également connu un rebond de la gauche : la victoire de Zohran Mamdani à la mairie de New York, l'élection de Catherine Connolly à la présidence irlandaise, la montée en puissance du Parti vert et de « Your Party » en Grande-Bretagne ainsi que les récentes grèves en France, en Italie et en Grèce. Pour beaucoup, ces phénomènes confirment que la montée de la gauche fait au moins contrepoids à celle de la droite. Malheureusement, ce point de vue est faux et repose sur une lecture erronée de la dynamique politique.

Dans la mesure où il y a eu un glissement vers la gauche, celui-ci touche principalement des couches libérales de la classe moyenne et des étudiants. Il est motivé par la peur de la montée de la droite et l'indignation face aux libéraux traditionnels qui sont en train de trahir les valeurs qu'ils disaient défendre. Il ne repose pas sur une montée intrinsèque ***de la conscience et de la combativité de la classe ouvrière***. Dans l'ensemble, la classe ouvrière ***ne va pas*** vers la gauche mais constitue une partie importante de la base des partis populistes de droite. D'autres couches sont démoralisées, ce qui profite également aux forces réactionnaires. Comme la bourgeoisie va également vers la droite, les forces progressistes de gauche se retrouvent sans poids social décisif pour les soutenir.

De plus, la plupart des forces de gauche se présentent comme les défenseurs les plus cohérents et les plus combatifs de l'impérialisme libéral et non comme une force aspirant à conduire la classe ouvrière vers le socialisme – Catherine Connolly, le Parti vert en Grande-Bretagne et Die Linke en Allemagne sont des exemples typiques. Même au sein de Your Party, un parti en formation qui a le ***potentiel*** pour adopter un programme radical en faveur de la classe ouvrière, la plupart de ses partisans et de ses dirigeants restent très attachés au libéralisme britannique traditionnel. Dans tous ces cas, la tâche des socialistes est de lutter pour une ***rupture politique avec le libéralisme*** et une orientation claire vers la ***construction de liens avec la classe ouvrière***.

Aux États-Unis, où Trump est à la Maison Blanche et le Parti démocrate est en désarroi, la dynamique est légèrement différente. La victoire de Mamdani contre le MAGA et l'establishment du Parti démocrate présente de nombreux parallèles avec les mouvements de gauche dans d'autres pays. Cependant, il faut faire au moins deux distinctions majeures. La première est que Mamdani provient lui-même de ***l'intérieur*** du système bipartite traditionnel de l'impérialisme américain. Même si de nombreux membres du Parti démocrate s'opposent à lui, il ne franchit aucune ligne rouge pour la bourgeoisie. Des personnalités telles que Barack Obama ont déjà tendu la main à Mamdani, cherchant à le ramener dans le giron de l'establishment. Deuxièmement, la campagne de Mamdani n'était pas vraiment fondée sur la défense de l'ancien statu quo libéral. Elle soulevait des revendications économiques minimales et évitait pour l'essentiel les questions sociales telles que l'immigration, l'oppression des noirs et la question transgenre. Ainsi, contrairement aux politiciens traditionnels qui restent en Europe, Mamdani donne peut-être un aperçu de l'avenir du Parti démocrate : plus interventionniste sur le plan économique, moins libéral sur le plan social.

L'essentiel est de comprendre que Mamdani ne surfe pas sur une vague d'intentions de la classe ouvrière new-yorkaise de se battre. La plupart des travailleurs sont terrorisés ou démoralisés, et certains soutiennent encore Trump. Pour l'instant, ils cherchent surtout à ne pas couler, dans un contexte où tous les aspects de leur existence se détériorent. C'est particulièrement vrai des travailleurs immigrés et des travailleurs noirs. Et si les dispositions de la classe moyenne et des jeunes étudiants comptent, les marxistes comprennent

Contacte-nous !

@leBolchevik_LTF

ltfparis@hotmail.fr

Ligue trotskyste de France
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél. : 01 42 08 01 49

iclfi.org

que sans le soutien de la classe ouvrière il ne peut y avoir de base viable pour une politique de gauche radicale. Ainsi, comprendre les dispositions de la classe ouvrière et ajuster son intervention en conséquence doit être au cœur du travail communiste dans la période actuelle.

Beaucoup citeront sans doute les récentes grèves en Italie et en France comme contre-argument. Il est vrai que ces deux pays ont connu d'importantes journées de grève, les plus importantes depuis des décennies en Italie. Cependant, ce sont des exceptions qui confirment la règle. Fondamentalement, les tendances en Italie et en France ne sont pas différentes de celles du reste de l'Europe. Le centre s'effondre, l'extrême droite est au pouvoir ou en ascension, la majeure partie de la classe ouvrière va vers la droite et les classes moyennes libérales paniquent.

En France, la journée d'action traditionnelle avec grève et manifestation a été complétée par une agitation radicale des partisans progressistes de Mélenchon dans les grandes villes pour « tout bloquer ». Mais la gauche est toujours sur la défensive, le Rassemblement national réactionnaire est plus proche que jamais du pouvoir et les travailleurs continuent de souffrir de la défaite de la lutte contre la réforme des retraites en 2023. Dans ce contexte, l'agitation gauchiste en faveur d'une grève générale ne fait que renforcer la droite et la bureaucratie syndicale, qui peuvent se présenter comme des agents responsables de la stabilité, par opposition à une gauche déconnectée de la réalité.

Quant à l'Italie, la grève générale en défense de la Palestine a été une démonstration de force. Mais de nombreux travailleurs reprochent à ces mêmes dirigeants syndicaux de ne pas avoir mené de lutte sérieuse contre les attaques des patrons et du gouvernement Meloni. De plus, les grèves d'octobre ne semblent pas avoir radicalement modifié la dynamique politique en Italie, et Meloni reste bien en selle. Malheureusement, tant en France qu'en Italie, les récentes mobilisations s'inscrivent dans la lignée des fortes traditions syndicalistes de ces

Andrew Caballero-Reynolds / AFP

Busan (Corée du Sud), 30 octobre dernier : Rencontre entre les présidents Trump et Xi Jinping pour des négociations commerciales.

pays et ressemblent davantage à l'agonie de l'ancien ordre qu'aux premiers signes d'un réveil de la classe ouvrière contre la droite populiste.

Le fascisme n'est pas au coin de la rue

Notre analyse signifie-t-elle que le fascisme est imminent et inévitable ? Non. Bien que les préjugés réactionnaires et les forces populistes de droite soient en hausse, cela n'équivaut pas au fascisme, qui consiste en des mobilisations paramilitaires pour écraser le mouvement ouvrier et les opprimés. La violence raciste des voyous réactionnaires est en augmentation, mais ce sont principalement des incidents isolés et non des mouvements de masse organisés comme ceux du XX^e^ siècle. Quant à la répression et à l'autoritarisme accrus de l'État, tels que les rafles de l'ICE [police de contrôle des migrants] aux États-Unis, ils indiquent une tendance dangereuse, mais pas encore la destruction physique de toutes les formes d'opposition politique qui accompagne un régime fasciste.

Comme la violence fasciste vise le mouvement ouvrier organisé et les groupes opprimés et les minorités, qui constituent une grande partie du prolétariat, elle ***sera*** confrontée à la résistance de la classe ouvrière. Il n'y a rien d'inévitable dans la montée du fascisme. Le but de notre analyse n'est pas d'être défaitiste, mais d'insister sur le fait que pour arrêter le fascisme et la réaction, il faut une stratégie qui parte des ***conditions réelles***, et non de celles que nous ***souhaiterions***.

Il faut insister ici sur le fait que ce qui est vraiment inévitable, c'est l'effondrement du centre libéral. Aucune manœuvre électorale ni aucune répression bureaucratique ne sauvera l'ancien ordre. Les criailleries sur le danger du fascisme ne sont que des tentatives désespérées pour rallier la gauche à la politique du statu quo. Comme un homme qui se noie, le centre libéral s'accrochera à la gauche en essayant désespérément de rester à flot. Le mouvement ouvrier doit répondre en donnant un coup de pied au libéralisme et non en se laissant entraîner dans sa noyade.

La seule vraie question pour les communistes est de savoir à quelle vitesse l'effondrement du libéralisme peut conduire à la montée d'une nouvelle tendance révolutionnaire de la classe ouvrière. Accélérer cette évolution doit être au centre de nos efforts. Cela exige de cesser de servir d'appendice de gauche au libéralisme. Mais cela exige également de se mouiller dans les événements politiques concrets et non de simplement crier à tous les vents des slogans révolutionnaires. Ce n'est qu'alors que les marxistes pourront commencer à reconstruire leur propre influence indépendante au sein de la classe ouvrière et à saper l'emprise de la droite.

PARTIE II : CHOCS À L'HORIZON

Maintenant que nous avons élucidé certaines des principales tendances dans la politique mondiale, nous pouvons tourner notre attention vers l'avenir. La situation actuelle est très précaire. De multiples volcans en activité menacent de faire éruption à tout moment, remodelant l'ordre mondial. Une orientation correcte pour la période à venir exige d'analyser ces différents points de tension, la manière dont ils sont susceptibles d'évoluer et l'impact politique qu'ils pourraient avoir.

Chine : Le géant endormi

La plus grande source de tensions géopolitiques à long terme est le conflit entre les États-Unis et la Chine. Cela dit, ces tensions ne semblent pas encore tout à fait sur le point d'éclater. La guerre des droits de douane entre les États-Unis et la Chine a révélé à quel point s'est renforcée la position de la Chine (un fait minimisé dans notre récente analyse). Non seulement la Chine domine la production industrielle mondiale, mais elle contrôle étroitement les terres rares essentielles au complexe militaro-industriel américain. Cela a contraint les États-Unis à reculer partiellement dans leur guerre économique contre la Chine, et cela a clairement montré que les États-Unis ne sont pas en mesure de provoquer non plus une guerre conventionnelle. Les États-Unis peuvent et vont très probablement trouver un moyen de contourner la mainmise de la Chine sur ces goulots d'étranglement essentiels à l'économie. Mais ce processus prendra des années.

Si la Chine avait l'intention de vaincre les États-Unis, il serait logique qu'elle pousse son avantage et paralyse l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement des forces armées américaines. Cependant, comme nous l'avons déjà vu, le PCC est une bureaucratie conservatrice qui n'a pas de telles intentions. Il a au contraire choisi de stabiliser ses relations avec les États-Unis en concluant un accord commercial d'un an. On verra combien de temps cet accord tiendra. Mais dans l'intervalle, il donne du temps aux États-Unis pour combler les lacunes de leur chaîne d'approvisionnement et il leur laisse les mains libres pour attaquer les pays plus faibles, une évolution qui pourrait bien se retourner contre la Chine à l'avenir (voir « La Chine face à Trump », *Spartacist* n° 48, mai 2025).

Le Venezuela dans le collimateur

La menace la plus immédiate pèse sur le Venezuela, qui est ciblé par un énorme dispositif militaire. Une guerre totale entre les États-Unis et le Venezuela ébranlerait profondément toute l'Amérique latine. Si les États-Unis parviennent à renverser le président

Abonne-toi !

LE BOLCHEVIK

5 € pour 4 numéros plus *Spartacist* • Hors de France : 7 €

Nom ____________________

Adresse ____________________

CP ________ Ville ____________________

Email ____________________

Tél. ____________________

LB242

Chèques : Société d'édition 3L • LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Maduro, cela pourrait entraîner un remaniement politique majeur sur le continent, inversant les acquis démocratiques des dernières décennies et ramenant l'époque des dictatures militaires d'extrême droite pro-américaines. La chute de Maduro resserrerait considérablement aussi l'étau sur l'État ouvrier cubain.

Si une agression militaire contre le Venezuela, limitée ou totale, est une possibilité réelle, il y a des raisons pour lesquelles les États-Unis pourraient vouloir l'éviter. Tout d'abord, une guerre avec le Venezuela serait très impopulaire aux États-Unis mêmes. Une invasion terrestre à grande échelle susciterait certainement une opposition massive. Non seulement une guerre risquerait de se transformer en un nouveau bourbier, rien ne garantit qu'elle serait couronnée de succès. Une agression militaire pourrait facilement se retourner contre les États-Unis et rallier la population vénézuélienne derrière le régime, tout en alimentant une opposition massive aux États-Unis dans toute l'Amérique latine.

Il ne fait aucun doute que certaines personnes au sein du Département d'État espèrent que la simple menace de la puissance de feu américaine suffira à provoquer l'effondrement du régime Maduro. Ces dernières décennies, le régime mis en place par Hugo Chávez et désormais dirigé par Maduro a freiné et étouffé l'énergie révolutionnaire des masses vénézuéliennes. Cette situation, combinée aux conséquences brutales des sanctions économiques américaines, a progressivement affaibli le soutien populaire dont bénéficiait le régime, ce qui l'a rendu de plus en plus fragile et répressif. Néanmoins, pour la classe ouvrière, une capitulation sans combat du régime Maduro serait le pire des scénarios. Elle donnerait une énorme victoire aux *gusanos* vénézuéliens à un coût minime pour l'impérialisme américain et elle démoraliserait profondément les masses dans toute l'Amérique latine.

Nous ne pouvons pas savoir ce que les États-Unis décideront de faire. Malheureusement, dans ce cas-ci Trump a toute l'initiative, et peu de choses l'empêchent dans l'immédiat de faire ce qu'il veut. Mais une fois que le génie sera sorti de la lampe et qu'un conflit militaire aura éclaté, les conséquences pourraient être imprévisibles et l'issue pourrait très bien ne pas être en faveur de Trump. Quoi qu'il arrive, les révolutionnaires doivent prendre fermement position pour la défense du Venezuela et de tout autre pays sur lequel les États-Unis jetteraient leur dévolu.

Abdalhkem Abu Riash / Anadolu

Gaza, 30 juillet 2025 : Distribution alimentaire à des Palestiniens. Le blocus israélien cause la famine.

L'Ukraine à un point d'inflexion

En ce qui concerne la guerre en Ukraine, la situation est totalement différente. Ici, l'initiative est fermement entre les mains de la Russie, et Poutine n'hésite pas à jouer à fond toutes ses cartes. Les gesticulations diplomatiques de Trump ont fait leur temps. Malgré tout son bluff, il n'a pas pu conjurer le fait que la Russie est en train de gagner. Les récentes négociations n'ont fait que confirmer que le conflit sera décidé par la force des armes, et non par la diplomatie.

Le rythme de la progression russe s'est accéléré ces deux dernières années et nous sommes désormais à un tournant majeur dans le conflit. La chute de la ville de Pokrovsk non seulement représente la perte d'un important centre logistique, elle ouvre aussi potentiellement la voie à un effondrement de toute la position de l'Ukraine dans le Donbass, l'épicentre de la guerre. La chute du Donbass ouvrirait la voie à la Russie pour marcher jusqu'au Dniepr, l'artère économique principale de l'Ukraine. Il est possible que l'arrivée de l'hiver et la résistance ukrainienne retardent cela de quelques mois supplémentaires. Mais l'issue est inévitable, et ce n'est qu'une question de temps avant que les lignes ukrainiennes ne s'effondrent sous l'implacable offensive russe.

Les évolutions en cours entraînent des pertes catastrophiques et irremplaçables en hommes et en équipements pour l'Ukraine. Elles préparent également le terrain à une grave crise politique à Kiev, qui affaiblirait encore davantage l'effort de guerre. Les conséquences de la défaite de l'Ukraine ne se feront pas seulement sentir dans le pays lui-même, elles provoqueront un séisme politique dans toute l'Europe. Les gouvernements allemand, français et britannique ont investi énormément de capital militaire, économique et politique en Ukraine, et son effondrement ébranlera profondément la classe politique. Le choc se fera également sentir aux États-Unis, mais Trump bénéficiera d'un recul légèrement plus grand par rapport à toute cette affaire que ses homologues européens.

Ce n'est qu'après l'effondrement militaire de l'Ukraine que la diplomatie jouera un rôle plus décisif. La question sera de savoir si les États-Unis et la Russie parviendront à s'entendre sur un accord qui permettrait au moins de geler la ligne de fracture entre le bloc pro-américain et la Russie, ou si le conflit se poursuivra. Dans le premier scénario, on pourrait assister à l'imposition d'un ordre réactionnaire en Europe fondé sur un pacte russo-américain. Ce résultat serait idéal pour la Russie, qui n'a ni l'ambition ni le poids économique nécessaires pour chercher à dominer l'Europe à l'heure actuelle. Le principal obstacle à la conclusion d'un accord est le fait que les États-Unis ne sont pas disposés à ravaler leur fierté, accepter la défaite et réduire leur influence en Europe de l'Est. Les États-Unis se heurtent également à une forte opposition de l'Ukraine et de l'UE à tout accord substantiel avec la Russie.

Si les hostilités militaires se poursuivent, cela rendrait l'Europe extrêmement instable et pourrait finalement conduire à un affrontement militaire entre la Russie et l'OTAN, dont l'issue pourrait être cataclysmique. Malheureusement, en raison des lâches capitulations du mouvement ouvrier en Ukraine et en Russie (qui n'a en rien été aidé par le mouvement socialiste international) devant le nationalisme, la possibilité d'une solution ouvrière au conflit semble très lointaine à l'heure actuelle. Cela pourrait changer rapidement sous les coups d'une crise aiguë, mais l'avenir proche paraît sombre. Plus que jamais, les communistes doivent œuvrer à la construction d'un pôle révolutionnaire dans la région en unissant le prolétariat derrière un programme anti-impérialiste commun (voir « L'impérialisme américain serre la vis », *Spartacist* n° 48, mai 2025).

Israël prépare le prochain bain de sang

Depuis le 7 Octobre, Israël n'a cessé d'intensifier sa campagne de terreur génocidaire contre les Palestiniens. En raison des divisions et des hésitations politiques de l'Axe de la résistance, il a pu s'attaquer séparément et au moment de son choix aux différentes composantes de l'Axe. Cela a permis à Israël de poursuivre son effort de guerre pendant deux ans malgré un engagement au-delà de ses moyens. Aujourd'hui le cessez-le-feu négocié par les États-Unis permet à Israël de faire une pause pendant qu'il se prépare sans aucun doute à une nouvelle vague de carnage.

On peut résumer ainsi le résultat pour l'Axe de la résistance : le Hamas a pris un coup sévère mais a tenu bon, le Hezbollah s'est comporté comme un tigre de papier et panse ses blessures, l'effondrement d'Assad a entraîné une défaite stratégique et les Houthis sont sortis avec une réputation renforcée. Quant à l'Iran, le partenaire principal de l'alliance, il a réussi à tenir bon pendant les 12 jours de guerre avec Israël et les États-Unis. Cependant, sa position dans la région est affaiblie et il est confronté à des tensions internes croissantes.

Malgré le courage affiché par la Résistance, nombreux sont ceux qui se demanderont sans doute : « Tout cela en valait-il la peine ? » Au vu des résultats des deux dernières années, certains sont tentés de tirer des conclusions défaitistes et de faire des concessions aux États-Unis, à Israël et aux Émirats arabes unis. Il faut ***s'opposer à tout prix*** à de telles attitudes. Israël et les États-Unis continueront leur carnage dans la région jusqu'à ce qu'ils soient forcés d'arrêter. Il n'y a pas le choix : il faut résister ! Le récent conflit a confirmé ce fait et montré que la conciliation et l'hésitation ne mènent qu'à de nouveaux massacres israéliens. La cause palestinienne n'est pas seulement juste, elle est aussi une question de ***survie*** pour toute la population arabe d'Asie occidentale.

Il faut être clair : le conflit est toujours actif et les Palestiniens continuent de se faire tuer ; son intensité a seulement diminué et il éclatera à nouveau. Nous devons nous assurer que lorsque cela se produira, les leçons politiques et militaires appropriées auront été tirées (voir « Coulez le plan ! », supplément de *Spartacist*, reproduit dans *Le Bolchévik* n° 241, novembre 2025). Cela ne se fera pas automatiquement ; les communistes doivent aider à tirer ces leçons et à les transmettre aux éléments d'avant-garde de la lutte antisioniste, dans le monde arabe et à l'étranger.

L'Asie du Sud se délite

L'Asie du Sud est secouée par une instabilité croissante. Le Sri Lanka, le Bangladesh et le Népal ont tous connu des soulèvements populaires ces dernières années. Les tensions au Cachemire couvent. Il y a quelques mois à peine, le Pakistan et l'Inde étaient en guerre, et récemment l'Afghanistan et le Pakistan se sont livrés à des hostilités. Aujourd'hui les tensions montent à nouveau après les attentats à la bombe à New Delhi et à Islamabad. Alors que les différents

gouvernements de la région ressentent le poids croissant des tensions géopolitiques et de la pression économique impérialiste, il est difficile de prédire ce qui va se passer ensuite. Cependant, de nouveaux chocs sont à prévoir. Compte tenu du poids démographique et économique du sous-continent indien, ceux-ci auront certainement des conséquences importantes sur la situation mondiale.

Les tensions croissantes en Asie du Sud sont elles-mêmes en grande partie le résultat d'un contexte international de plus en plus tendu. L'Inde, puissance hégémonique et pays le plus stable de la région, est elle-même de plus en plus sous pression. La détérioration rapide des relations entre Trump et le Premier ministre Modi a surpris et secoué la classe politique indienne. Beaucoup ont émis l'hypothèse que l'Inde chercherait à se rapprocher de la Chine et se détournerait des États-Unis. Il ne faut pas accorder beaucoup de crédit à ces idées. La classe capitaliste indienne reste profondément intégrée à l'Occident. Il faudrait une crise beaucoup plus grave pour rompre ces liens, notamment parce que les relations entre la Chine et l'Inde ont été marquées historiquement par une extrême hostilité.

Alors que les tensions menacent la région, la gauche doit dépasser les débats historiques cherchant la petite bête, dont elle se délecte, et se mettre à organiser une lutte unifiée contre l'impérialisme et les capitalistes vénaux qui bradent leurs pays et dressent leurs peuples les uns contre les autres (voir « La poudrière sud-asiatique », *Spartacist* édition en anglais n° 70, mai 2025).

Le facteur décisif : L'économie mondiale

Le facteur le plus important dans l'évolution de la politique internationale est l'économie mondiale. Elle soustend fondamentalement tout le reste et son évolution sera décisive sur le cours des événements. Il est impossible de prédire exactement quand la prochaine crise économique majeure éclatera, mais il ne fait aucun doute qu'elle approche et qu'elle aura des conséquences dévastatrices.

L'économie mondiale ne s'est jamais complètement remise de la crise de 2008. La croissance globale de l'économie réelle a été modeste et le niveau de vie dans la plupart des pays a stagné ou a reculé. Les principaux facteurs soutenant la croissance mondiale étaient les investissements massifs dans les infrastructures et le logement en Chine, les gigantesques mesures de relance monétaire et budgétaire prises par les gouvernements occidentaux pour soutenir leur économie et la frénésie spéculative sur les prix des actifs, centrée sur les États-Unis.

Parmi ces trois facteurs, seul le troisième perdure aujourd'hui. Le PCC a ralenti le rythme des investissements dans les infrastructures et a fait éclater la bulle immobilière, plongeant le marché dans une dépression. En réponse, le régime a investi massivement dans les « nouvelles forces productives », faisant baisser le prix de nombreux produits industriels, notamment les voitures électriques et les panneaux solaires. Ces investissements massifs ont créé un cycle déflationniste en Chine et accéléré la tendance à la désindustrialisation dans d'autres parties de la planète. Partout dans le monde, on observe un ralentissement de la production et une offre excédentaire de biens industriels.

Sur le plan monétaire, la plupart des grandes économies ont augmenté leurs taux d'intérêt en réponse à la flambée de l'inflation qui a suivi la pandémie de covid. Cela a marqué une rupture avec les conditions d'emprunt ultrasouples qui existaient depuis 2008. Il en résulte que l'emprunt devient de plus en plus coûteux, ce qui pousse de nombreux gouvernements à essayer de limiter leurs déficits. La plupart des pays impérialistes se retrouvent aujourd'hui avec un endettement historiquement élevé, qui risque de provoquer une grande instabilité politique et économique à l'avenir. Ces problèmes sont tous exacerbés par la volonté d'augmenter considérablement les dépenses militaires.

Quant à la bulle boursière centrée sur le marché américain, elle continue de gonfler après la correction des premiers jours de la présidence Trump. Cela a permis à ceux qui possèdent des actions de continuer à consommer à un niveau élevé. Pendant ce temps, tous les autres ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. La flambée massive des actions technologiques due à la soi-disant révolution de l'IA continue d'être le principal, et de plus en plus le seul, moteur des bénéfices des marchés boursiers. La valorisation boursière du concepteur de puces Nvidia a récemment atteint cinq mille milliards de dollars, ce qui signifie que la société vaut autant que la production annuelle totale de l'économie allemande. Il est évident que c'est insensé. Jusqu'à présent, la bulle a pu continuer à enfler en tirant parti de la valeur croissante des entreprises d'IA pour acheter davantage de produits d'IA, provoquant une spirale ascendante des valorisations. Cela aboutira nécessairement à un effondrement catastrophique. Il est impossible de prédire quand cela se produira exactement. Mais on peut constater que baisse le nombre de facteurs soutenant la bulle boursière, qui dépend de la croissance continue d'un nombre décroissant de valeurs.

Lorsque la musique s'arrêtera, on aura un aperçu de l'état réel de l'économie mondiale et du véritable rapport des forces économiques entre les grandes puissances. Dans un premier temps, un choc majeur n'entraînera probablement pas une montée de la combativité de la classe ouvrière. La peur de l'avenir et l'instinct de survie seront probablement les attitudes dominantes, ce qui permettra aux gouvernements de pressurer davantage les travailleurs malgré leur impopularité croissante. Les difficultés économiques à venir sont l'une des principales raisons pour lesquelles nous insistons que la classe ouvrière doit adopter une posture défensive (voir « RP, NPA-R au 7e ciel, ouvriers au 36e dessous : Il faut combler le gouffre ! », *Le Bolchévik* n° 241, novembre 2025).

Cependant, la classe ouvrière ne se laissera pas malmener éternellement, et elle finira par se rendre compte que la lutte collective est nécessaire pour survivre. En particulier lorsque l'économie reprendra, nous pourrions assister à une montée à grande échelle des luttes ouvrières.

Les révolutionnaires dans une période réactionnaire

En tant que communistes, nous reconnaissons l'importance de l'élément subjectif, c'est-à-dire la capacité des individus et des partis à façonner l'histoire par leurs actions. À certains moments, comme lors de la Révolution d'octobre 1917, l'action consciente d'une avant-garde révolutionnaire peut être décisive. Mais le rôle des individus n'est décisif que dans la mesure où ils s'inscrivent dans le développement de processus historiques objectifs. Pour transposer cela dans le domaine de la voile, il est évident que savoir régler sa voile est décisif pour qu'un bateau puisse capter le vent, mais sans vent pas de navigation.

Que doivent donc faire les révolutionnaires dans une période où les vents de la lutte des classes ne soufflent pas dans notre direction ? Cela limite certainement de façon considérable l'impact direct que nous pouvons avoir sur les masses. Nous ne pouvons pas, par nos propres efforts subjectifs, pousser les masses à lutter. Mais cela ne signifie pas que nous soyons inutiles. Bien au contraire. Dans des conditions objectives difficiles, il est d'autant plus important de faire des choix avisés et conscients dans l'orientation de nos énergies. Nous devons anticiper les évolutions politiques et nous positionner pour y faire face avec succès (voir « La crise de la gauche marxiste et les tâches de la LCI », *Le Bolchévik* n° 239, mai 2025).

Il ne fait aucune doute que notre analyse sera considérée comme trop pessimiste par la plupart des militants, voire comme défaitiste. Nous ne pouvons que hausser les épaules face à de telles critiques. Leur optimisme aveugle face à la montée de la réaction est une caricature grossière du marxisme. Nous nous appuyons au contraire sur l'expérience du Parti bolchévique en suivant Trotsky :

> « Grâce à ces événements, les "trotskystes" ont appris à connaître le rythme de l'histoire, c'est-à-dire la dialectique de la lutte des classes. Ils ont appris et, me semble-t-il, réussi dans une certaine mesure à subordonner à ce rythme objectif leurs desseins subjectifs et leurs programmes. Ils ont appris à ne point désespérer parce que les lois de l'histoire ne dépendent pas de nos goûts individuels et ne sont pas soumises à nos critères moraux. Ils ont appris à subordonner leurs goûts individuels aux lois de l'histoire. Ils ont appris à ne pas redouter les ennemis les plus puissants, si cette puissance est en contradiction avec les exigences du développement historique. Ils savent nager contre le courant avec la conviction profonde que le nouveau flux historique les portera jusqu'à l'autre rive. Tous ne l'atteindront pas ; beaucoup se noieront en chemin. Mais participer à ce mouvement les yeux ouverts, avec une volonté intense, c'est la satisfaction morale la plus élevée qui puisse être donnée à un être pensant ! »
>
> – *Leur morale et la nôtre*, 1938 ■

Rojava...

Suite de la page 6

pour beaucoup d'autres, aucun argument sur les femmes en armes, l'autonomie et les collectifs de femmes ne suffit à masquer la souillure de l'association avec l'impérialisme. Le monde a besoin de plus de femmes en armes qui luttent contre leurs oppresseurs. Mais le drapeau sous lequel est menée la lutte armée a son importance. Nous avons expliqué comment la stratégie de se tourner vers l'Occident a contribué à la situation actuelle d'isolement et de faiblesse de la lutte de libération nationale. Il en va de même pour la libération des femmes.

Les impérialistes ont utilisé les images d'héroïques femmes en armes pour donner l'impression qu'ils combattaient pour la démocratie contre la réaction islamiste dans la région. Dans le même ordre d'idées, ils ont utilisé le sort des femmes afghanes sous les talibans pour détruire ce pays. Dans les deux cas, associer la défense des droits des femmes aux objectifs impérialistes n'a fait qu'apporter de l'eau au moulin de la réaction islamiste conservatrice. Et dans les deux cas, dès que cela n'était plus dans leur intérêt, les impérialistes ont abandonné les femmes dont ils défendaient jusqu'alors la cause : les talibans sont de retour au pouvoir en Afghanistan, et les femmes sont aujourd'hui dans une situation pire qu'avant cette guerre de vingt ans. Et si l'on ne peut pas encore en dire autant du Rojava, l'Afghanistan donne une leçon cruciale.

Le peuple du Rojava est face à un danger mortel. Il ne s'agit pas d'un échec militaire mais politique. Femmes du Rojava, combattants kurdes : Cessez d'appeler au secours l'Occident et les forces pro-démocratie ! Luttez sous le drapeau de l'anti-impérialisme ! Pour la libération des femmes, un Kurdistan libre et une Palestine libre ! ■

LE BOLCHEVIK

Seul l'anti-impérialisme peut unir les peuples de Syrie

Traduit de Workers Hammer *n° 255 (hiver 2025), journal de nos camarades de la Spartacist League/Britain.*

Des scènes de liesse ont éclaté après l'effondrement du régime détesté de Bachar Al-Assad. Si le dictateur a disparu, nombreux sont ceux qui craignent pour l'avenir. Les expériences de la Libye, de l'Irak et de l'Afghanistan montrent que la chute d'un régime détesté ne conduit pas automatiquement au progrès. Dans le cas de la Syrie, même les observateurs les plus optimistes doutent que les promesses démocratiques du nouveau gouvernement dirigé par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), une milice islamiste affiliée à l'origine à Al-Qaida, soient vraiment fondées. Comment réaliser des avancées démocratiques et sociales dans la situation actuelle ? Telle est la question cruciale à laquelle sont confrontées les forces progressistes et ouvrières en Syrie aujourd'hui.

Certains croient naïvement que la voie du progrès démocratique passe par l'allègement des sanctions imposées par les États-Unis et l'Union européenne et leur remplacement par de l'aide. Il s'agit là d'une dangereuse illusion. Les puissances impérialistes occidentales sont responsables de l'enlisement de la Syrie et de toute la région dans un conflit perpétuel. Leur rhétorique sur la démocratie et les droits civiques n'a jamais été qu'un mince vernis pour dissimuler leurs véritables intérêts : s'assurer qu'aucun État ou coalition ne puisse arrêter le pillage des ressources de l'Asie occidentale.

Encore et encore, ils ont suivi la même politique de diviser pour régner, en utilisant les intérêts à court terme d'une fac-

Mohammad Bash / Shutterstock

8 décembre 2024 : Une foule à Damas fête la chute de la dictature d'Assad. Quelle est la prochaine étape pour la Syrie ?

Kurdes par de nombreux États de la région est utilisée par les États-Unis et par Israël. La haine d'Assad et de l'oppression occidentale est utilisée par diverses forces islamistes sunnites. Quant à Assad, un des piliers de son régime était la crainte légitime des alaouites et d'autres minorités de subir des représailles pour l'oppression qu'ont historiquement endurée les musulmans sunnites.

Pour unir les peuples de Syrie et engager véritablement la région dans la voie du progrès, il ne suffit pas de crier à tous vents des platitudes démocratiques et socialistes. Il est nécessaire de proposer un programme capable de

d'une population qui vivait sous la dictature dynastique de la famille Assad depuis 1970. La réponse du régime fut une vague de répression brutale, qui transforma progressivement le mouvement de protestation en guerre civile. Pour comprendre cette évolution, il est nécessaire d'examiner les caractéristiques fondamentales du régime baasiste dirigé par Bachar Al-Assad.

Le Parti baas syrien reposait sur le projet panarabe d'unir les différents peuples de la région derrière un projet national modernisateur commun. Le régime avait parfois pris une coloration socialiste, en nationalisant de larges pans

celui d'Assad se cachent derrière de belles promesses laïques et même socialistes pour opprimer leur peuple, l'opposition à ces régimes se cristallise généralement en suivant les lignes de fracture religieuses et communautaires plutôt que les divisions de classe. Ce fut le cas lors du Printemps arabe de 2011, où les révoltes populaires qui avaient débuté dans les centres urbains contre les dictatures en Tunisie, en Égypte, en Syrie et ailleurs ont de plus en plus pris la forme d'une lutte religieuse menée par les masses sunnites opprimées contre les élites militaires laïques. En Syrie, cette dynamique a été aggravée par le fait que le régime d'Assad avait comme base étroite la secte religieuse alaouite. Or celle-ci ne représente qu'une toute petite partie de la population syrienne, qui est composée à plus de 70 % de sunnites.

Cela signifie que lorsque des manifestations ont éclaté, Assad ne pouvait compter que sur une très petite base

Le Bolchévik n° 238, février 2025
iclfi.org/lb/238/syrie

Mort de Quentin Deranque à Lyon

Dangereuse chasse aux sorcières contre la gauche

Tract du 16 février de la LTF.

Le militant d'extrême droite Quentin Deranque est mort samedi 14 à la suite d'une altercation avec des militants antifascistes. Il est manifeste à ce stade que le service d'ordre de la France insoumise n'était pas impliqué. Mais depuis, une vaste campagne de criminalisation de l'ensemble de la gauche, en commençant par LFI, se déchaîne. La réaction, à commencer par le chef de l'État, en profite pour tirer encore plus vers la droite tout le spectre politique et préparer la venue au pouvoir du RN dans les plus brefs délais.

C'est une situation très dangereuse pour l'ensemble du mouvement ouvrier, présageant de nouvelles attaques contre ses organisations. Des organisations d'extrême gauche, voire LFI, risquent l'interdiction dans ce nouveau contexte. Il faut faire corps pour prendre la défense de la France insoumise, notamment de Rima Hassan qui est victime d'une hystérie raciste anti-palestinienne de la part de Macron, Glucksmann et compagnie. Il est clair depuis longtemps que c'est l'extrême droite qui a le vent en poupe. Cette affaire ne va que renforcer cette dynamique et contribuer à isoler davantage l'extrême gauche du gros des travailleurs.

Autant que nous le sachions, Quentin Deranque était un véritable fasciste, ancien militant de l'Action française de l'antisémite historique Charles Maurras puis, après la dissolution de celle-ci, d'un autre groupe fasciste local. Évidemment il faut être prêt à défendre les militants, les meetings et les rassemblements de la France insoumise et du mouvement ouvrier face à des provocations des fascistes. Mais il faut tenir compte du fait que, si toute la dynamique tire le spectre politique vers la droite et que le RN est aux portes du pouvoir, les fascistes restent des groupuscules marginaux. Si le RN a l'ascendant, c'est parce que l'extrême gauche n'a pas réussi pendant des décennies à lutter pour une alternative ouvrière viable au consensus libéral républicain. La base électorale du RN, ce ne sont pas des fascistes mais en grande partie des travailleurs déçus par les trahisons de la gauche, qui voient l'extrême droite comme la seule véritable opposition au système qui les écrase.

Le fait même que LFI et l'essentiel de l'extrême gauche ont tendance à faire l'amalgame entre le RN, ou autres organisations réactionnaires comme Nemesis, et les groupuscules fascistes ne peut qu'alimenter cet engrenage réactionnaire. Nemesis en particulier, des femmes d'extrême droite, sert de leurre pour des provocations impliquant de véritables fascistes, et à la veille du 8 mars il faut être conscient du piège qui va être tendu à la gauche. Les tactiques désespérées consistant à dénoncer tout le monde comme des fascistes et se lancer à tort et à travers dans des bagarres de rue contre les groupuscules fascistes, tout cela est ***contre-productif***, alimentant la criminalisation de l'extrême gauche. Ce faux radicalisme est le produit de la faillite de la gauche et de l'extrême gauche, manifestement incapables jusqu'à présent de faire face politiquement à la montée de l'extrême droite.

Pour couper l'herbe sous le pied à celle-ci, il faut au contraire lutter pour unifier la classe ouvrière face aux attaques des capitalistes en combattant les divisions racistes, semées par la droite, qui visent notamment les musulmans. Pour cela, il faut montrer aux travailleurs une voie de lutte indépendante pour qu'ils puissent se battre pour leurs propres intérêts. C'est dans la mesure où l'extrême gauche gagnera la confiance des travailleurs que la sinistre dynamique actuelle pourra être inversée. ■

Iran...

Suite de la page 16

au gouvernement ne fait que lui donner mauvaise réputation. Les femmes iraniennes ne seront pas convaincues d'accepter leur sort actuel au nom de la Palestine. Les masses qui vivent dans la misère ne toléreront pas non plus la corruption généralisée et les privilèges des élites et du clergé.

De plus, ce que les défenseurs du régime nient, c'est que la stratégie de l'Iran contre Israël a été un désastre complet. L'Iran a cherché à constituer des forces supplétives qui modifieraient progressivement l'équilibre des forces dans la région. Mais quand il a été confronté à une offensive sioniste acharnée, il n'a pas réagi avec décision. Il s'est accroché à sa stratégie d'« ébouillanter progressivement la grenouille israélienne », alors même qu'Israël portait un coup dévastateur après l'autre à l'Axe de la résistance, depuis la décapitation du Hezbollah jusqu'au renversement du régime d'Assad. L'échec de la doctrine de la « patience stratégique » a finalement été patent quand les États-Unis et Israël ont porté la guerre en Iran même.

La vérité, c'est que pour vaincre réellement les États-Unis et Israël il faut une stratégie complètement différente, fondée sur l'union de tous les peuples de la région luttant ensemble pour leur libération.

Une véritable alternative pour les masses

Les masses sont confrontées au choix entre un monarque soutenu par les États-Unis et un régime détesté. Il faut construire une autre alternative, en opposition directe à ces deux impasses. Les communistes en Iran doivent proposer un programme indépendant :

- ***À bas la République islamique !*** Les masses ont raison de se battre pour mettre fin au régime. Les révolutionnaires doivent se tenir à leurs côtés et s'opposer à la répression.
- ***Opposition inconditionnelle au shah et à ses agents !*** L'Iran n'a pas besoin d'un nouveau dictateur. Nous devons affronter et vaincre les partisans de Pahlavi.
- ***Pas de capitulation devant les États-Unis ! Unissons le Moyen-Orient contre la tyrannie impérialiste et sioniste !*** Il ne peut y avoir de liberté tant que les États-Unis et Israël domineront la région. Seule la lutte de masse peut briser le régime des sanctions.
- ***Libération nationale de la Palestine ! Autodétermination pour les peuples opprimés d'Iran !*** L'unité des opprimés ne peut se forger qu'en s'opposant à toute oppression nationale.
- ***À bas l'imposition du voile ! Pour la libération des femmes !*** Assez de voir les droits des femmes bafoués. Elles doivent être à l'avant-garde de la lutte de libération.
- ***Nationalisez les biens du régime et du clergé !*** Fini les privilèges. Une redistribution massive est nécessaire pour apporter un soulagement immédiat aux masses et les unir contre les vautours impérialistes.
- ***Pour un gouvernement ouvrier !*** Seul un gouvernement basé sur les travailleurs d'Iran peut apporter une véritable liberté. ■

LE BOLCHEVIK

Arrêtez les exactions des États-Unis et d’Israël

Défendez l’Iran !

Déclaration de Spartacist *du 28 février.*

Les États-Unis et Israël sèment la dévastation partout où ils passent. Nétanyahou massacre sans pitié le peuple palestinien ; Trump attaque et menace un pays après l’autre. Maintenant ils attaquent ensemble l’Iran. ***Il faut mettre fin à cette folie ! Il faut défendre l’Iran !***

Si les États-Unis et Israël parviennent à renverser le régime iranien, cela n’apportera pas la libération au peuple iranien. Il deviendra l’esclave du sionisme et de l’impérialisme, et les États-Unis et Israël auront les mains libres pour terroriser la région.

Les bombes qui pleuvent sur l’Iran ne font pas la distinction entre le régime et la population. À l’heure actuelle, ***se tenir aux côtés du peuple iranien signifie défendre le pays contre l’agression étrangère***. Le peuple iranien réglera ses comptes avec les mollahs sanguinaires selon ses propres termes.

Si les États-Unis et Israël subissent de graves revers militaires, ou si la classe ouvrière internationale se mobilise en force contre cette agression, cela mettrait un frein à l’offensive actuelle et mettrait enfin un terme à la frénésie destructrice de Trump. La classe ouvrière, en particulier aux États-Unis, y a tout intérêt, car les républicains et les démocrates entraînent le pays et le monde entier dans une spirale de mort et de misère. Pour son propre intérêt, elle doit agir et ***arrêter la machine de guerre américaine !*** ■

IRAN : La révolution doit être anti-impérialiste

U.S. Navy

Le porte-avions *USS Abraham Lincoln* en route vers le Moyen-Orient pour attaquer l’Iran.

L’article ci-dessous a été publié originellement le 10 janvier comme supplément de Spartacist.

Des soulèvements de masse secouent l’Iran. Une situation économique désastreuse et une colère bouillonnante contre le régime islamique poussent les masses à descendre dans la rue. Les manifestants sont confrontés à une répression brutale. Dans le pays et à l’étranger, nombreux sont ceux qui prédisent que les jours de l’ayatollah Khamenei sont comptés. À Washington et à Tel-Aviv, les va-t-en-guerre impérialistes salivent à la perspective d’un « changement de régime » et menacent d’intervenir militairement de façon directe. Pendant ce temps Reza Pahlavi, fils du shah honni qui avait été renversé en 1979, se démène pour être sur les rangs avec la bénédiction des États-Unis et d’Israël.

Les masses iraniennes ont toutes les raisons d’exprimer leur exaspération en se soulevant. Le régime islamique despotique doit être renversé. Mais la colère du peuple, aussi légitime soit-elle, ne doit pas nous faire oublier qu’il est d’une importance cruciale de savoir ***qui*** va renverser le régime et ***qui*** va le remplacer. La vérité, c’est que si le régime n’est pas remplacé par le pouvoir de la classe ouvrière, il ***sera nécessairement*** remplacé par une marionnette pro-américaine qui vendra le pays et écrasera son peuple.

C’est pourquoi la gauche communiste doit constituer un pôle distinct au sein de la lutte, un troisième pôle opposé à l’impérialisme étranger, à Israël et à tous ses agents, et déterminé à renverser la République islamique sur la base d’un programme anti-impérialiste et ouvrier. En l’absence d’une telle alternative, la seule réponse cohérente au régime est celle de l’opposition pro-impérialiste, y compris la monarchie des Pahlavi, dont le retour équivaudrait littéralement à faire tourner en arrière la roue de l’histoire.

Il faut lutter contre les États-Unis

Confrontés à une inflation des prix alimentaires de plus de 70 %, à des rayons vides et à une clique dirigeante faillie, nombreux sont ceux qui en viennent à penser qu’un accommodement avec l’impérialisme occidental serait non seulement un moindre mal mais le moyen d’apporter un soulagement immédiat à l’économie étranglée par les sanctions. C’est une illusion dangereuse. Céder à l’oppresseur conduit toujours à une misère accrue.

Les États-Unis et Israël ne se soucient que de maintenir leur emprise sur la région et n’ont aucun égard pour le sort de la population. Il suffit de regarder la Syrie, la Libye, l’Irak, l’Afghanistan et la Palestine. Partout où les États-Unis et Israël sont intervenus pour apporter la « liberté », ils ont ravagé des sociétés entières et détruit leur tissu social. L’Iran ne fera pas exception.

Il ne faut pas se voiler la face que le régime islamique utilise précisément ces mêmes arguments pour étouffer toute dissidence et toute opposition. Il se présente comme le seul rempart contre le pillage du pays et qualifie tous ses opposants d’agents sionistes. En conséquence, nombreux sont ceux qui tournent aujourd’hui le dos au programme anti-impérialiste car ils pensent que cela les place dans le même camp que le régime. C’est une conclusion erronée. L’ayatollah a raison de dire que les États-Unis et Israël veulent transformer l’Iran en un nouvel Irak. Cependant, cela ***ne signifie pas*** que les masses doivent soutenir l’ayatollah.

En fait, l’anti-impérialisme est essentiel pour lutter contre le régime. Le fait que les principales voix s’opposant à l’ayatollah proviennent des pro-impérialistes et des sionistes ne fait que prolonger la tyrannie des mollahs. Cela risque une fois de plus de faire dérailler le soulèvement populaire.

Il faut combattre le régime

Parmi les combattants propalestiniens en Iran et à l’échelle internationale, nombreux sont ceux qui dénoncent les manifestations comme étant un complot sioniste. Partant du sentiment légitime de soutenir les peuples opprimés du Moyen-Orient contre l’impérialisme, ils défendent à tort la tyrannie des mollahs.

Il est tout simplement faux de prétendre que les manifestations actuelles sont le fait d’agents étrangers. Des millions de personnes en Iran détestent le régime islamique qui se caractérise par l’obscurantisme religieux, l’oppression des minorités nationales, des jeunes, des femmes et des travailleurs. Assimiler l’anti-impérialisme à un soutien

Suite page 15